

ARMÉES

D'AUJOURD'HUI

EXCLUSIF
INTERVIEW DU NOUVEAU
CEMA, L'AMIRAL GUILLAUD

FORCES EN ACTION

**ENTRAÎNEMENT
DES COMMANDOS
MONTAGNE**

MODERNISATION

**LA BASE DE
DEFENSE
DE DJIBOUTI**

DOSSIER :

OPEX : REUSSIR LE RETOUR



Projet immobilier les solutions du GMPA



Votre projet immobilier :

- ASSURANCE
- CAUTION
- PRÊT

Comme la majorité des Français **vous souhaitez devenir propriétaire**. Savez-vous que tout emprunteur doit être couvert en cas de décès, d'invalidité et d'insolvabilité et que ces garanties peuvent être souscrites auprès d'un autre organisme que votre banque ?

Le GMPA est là pour vous accompagner dans le montage de votre projet immobilier grâce à :

- des assurances à taux préférentiels pour couvrir vos prêts immobiliers en toute liberté.

Avec nos partenaires :

- une caution immobilière sécurisée par l'adossement à un important organisme financier pour garantir votre prêt à un coût particulièrement intéressant,
- une offre de prêts souple et complète pouvant aller jusqu'à 100 % de la valeur d'acquisition sans obligation de changer de banque ou d'ouvrir un compte bancaire particulier,

... et un conseiller qui vous connaît bien à vos côtés.



01 58 85 04 00

www.gmpa.fr

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS

Adresser au : GMPA - Tour Neptune - 20, place de Seine - 92086 La Défense Cedex

Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____
Code postal : _____ Ville : _____
E-mail : _____

Quelques renseignements vous concernant

Age : _____
Situation de famille : _____
Adhérent GMPA n° (éventuellement) : _____

Je souhaite obtenir davantage d'informations sur "Les solutions immobilières du GMPA":

ASSURANCES CAUTION PRÊTS

Je vous remercie :

de m'adresser une documentation par courrier
 de me contacter par téléphone :

Domicile :	entre	h et	h
Bureau :	entre	h et	h
Portable :	entre	h et	h

FORCES EN ACTION

- 4** Étoile verte contre insurgés
- 10** Rencontre : Isabelle, la pasteure
- 12** Instantanés
- 14** Les opex en bref

ENJEUX

- 16** Interview de l'amiral Édouard Guillaud, nouveau Cema

MODERNISATION

- 20** Base de Défense de Djibouti : mieux soutenir à l'étranger

FOCUS DÉFENSE

- 25** Interview du général Gïaume inspecteur des armées
- 28** Brigadex, réflexion sur l'action en opérations
- 32** Déménagement dans le lagon néo-calédonien
- 34** Le Service des essences des armées en Afghanistan
- 38** Repères

DOSSIER

- 40** Opex : réussir le retour de mission
- 42** Rester réactif jusqu'au passage de témoin
- 44** Dernière mission : évacuer le stress
- 46** Du théâtre à la rééducation : la chaîne des soins
- 48** Prendre en compte les blessures invisibles
- 50** Harfang : exploiter un an d'enseignements
- 52** Paroles de soldats

INDUSTRIES ET TECHNOLOGIES

- 56** Des maquettes d'aéronefs testées en souffleries

DÉTOURS

- 58** JO de Vancouver : sportifs armés pour la victoire
- 60** Culture : Le Musée à ciel ouvert de Sainte-Mère-Eglise

PERSPECTIVES

- 64** Document
- 65** Histoire

KIOSQUE

- 66** Sélection



4

FORCES EN ACTION

Étoile verte

Dispersé dans plusieurs régiments, le groupement commando montagne est réuni une fois par an pour un entraînement. Objectif cette année : l'arrestation des chefs d'un mouvement d'insurgés.

16

ENJEUX

Un nouveau Cema

Interview de l'amiral Édouard Guillaud nommé chef d'état-major des armées depuis le 25 février.

40

DOSSIER

Opex : le retour

Les militaires de retour d'opérations extérieures doivent passer par différentes étapes pour réussir leur fin de mission.

ARMÉES D'AUJOURD'HUI. Direction : Directeur de la publication : Laurent Teisseire. Directeur de la rédaction : colonel (terre) Benoit Brulon. Chef du bureau de la rédaction : lieutenant-colonel (air) Nicolas Martin. Rédacteur en chef : chef d'escadron (terre) Olivier Destefanis. Rédacteur en chef adjoint : adjudant-chef (terre) Stéphane Froidure (01 44 42 81 66). Conception graphique : Olivier Spadaccini. Secrétariat de rédaction : Laurence Balan, Yves Le Guludec. Chef des reportages : sergent-chef (terre) Alban Vasse (48 02). Rédaction : Carine Bobbera (48 07), Yann Brand (55 05), aspirant (marine) Guillaume Claret (45 83), Julien Fouineau (33 18), enseignante de vaisseau (marine) Cynthia Glock (40 04), Arnaud Hunter-Rousselle (58 72), Samantha Lille (47 27), capitaine (terre) Anne-Lise Louquet (48 01), Tania Sotty (48 11), Linda Verhaeghe (48 26). Prestations intellectuelles : Jean-Claude Jaeger, Laurent Henninger. Service photo : adjudant-chef (air) Bruno Biasutto (47 44), Stéphanie Brandin (48 35), caporal-chef (terre) Christophe Fiard (48 40). Directeur de fabrication : Serge Couplier (01 56 77 23 08). Photogravure : Alliage. Impression : Circleprinters. Routage : CRP Commission paritaire n°0211 B 05686. Dépôt légal : février 2003. Dicot - École militaire - 1, place Joffre - 75007 Paris.

Contact publicité (ECPAD) : Thierry Lepsch : 01 49 60 58 56 / thierry.lepsch@ecpad.fr
Abonnés (ECPAD) : 01 49 60 52 44 / routage-abonnement@ecpad.fr
Diffusion : 01 56 77 23 08 / serge.couplier@dicod.defense.gouv.fr. **Photo de couverture :** J. Peschel / ECPAD.

Étoile verte contre insurgés

Dispersé dans plusieurs régiments, le groupement commando montagne est réuni une fois par an pour un entraînement intensif. Point d'orgue de celui de cette année : l'arrestation de chefs d'un mouvement d'insurgés dans la Drôme.

Par Yann Brand. Photos : Johann Peschel / ECPAD



**Renseignement, combat
commando
et guidage d'aéronefs
constituent le cœur
de mission des hommes
du groupement
commando montagne.**



« Hier, des hommes armés marchaient en direction de cette crête. »

À gauche : Un Puma dépose des commandos. Ci-dessus : Préparation de la mission entre le pilote de Mirage 2000 et les commandos. Dessous : Des civils, dont le maire d'un village (photo), participaient à l'exercice. Ci-contre : Découverte d'une « planque ».



Revêtus de leur tenue d'homme-buisson, deux commandos observent à la jumelle de vision nocturne une ferme isolée, à une centaine de mètres en contrebas. Cela fait quarante-huit heures qu'ils se relaient à ce poste. D'après « les renseignements », trois leaders d'un mouvement d'insurgés doivent s'y réunir la nuit prochaine. L'occasion qu'attendaient les hommes du groupement commando montagne (GCM) pour les appréhender...

Neutraliser les activistes des environs de Nyons, dans la Drôme, identifier, dans un périmètre de 10 km sur 10, leur camp d'entraînement, leurs bases arrière, les chefs, les caches d'armes, tel était le scénario 2009 de l'exercice « Étoile verte », l'un des grands rendez-vous annuels des GCM. Ces « alpins » appartiennent à la 27^e BIM, mais leurs sections sont réparties dans six régiments et bataillons. C'étaient donc des « retrouvailles » pour les 80 hommes du groupement (30 autres sont en Afghanistan) pour quinze jours d'un entraînement intensif à leurs trois missions principales : le renseignement, par surveillance de façon dissimulée et auprès de la population, le combat commando et le guidage d'aéronefs pour l'appui des troupes au sol.

Repérages nocturnes

Aux premières lueurs du jour, les deux commandos transmettent par liaison satellite leur rapport au Détachement de liaison et de mise en œuvre (DLMO), leur poste de commandement sur zone. Pendant la nuit, ils se sont approchés de la ferme, ont fait des repérages et pris de nouveaux clichés. Ces informations parviennent, à environ huit kilomètres de leur position, sur les écrans du DLMO, installé dans la salle des fêtes du village de Curnier. L'officier de la cellule renseignement, qui centralise les informations, étudie les photographies qu'il reçoit. Elles lui serviront à réaliser une maquette de la ferme, à repérer les issues et comprendre l'agencement des pièces. Des détails précieux pour l'officier « actions » qui prépare l'intervention armée de ce soir pour arrêter les chefs rebelles.

Mais actuellement, il faut encore recouper certains noms, dénicher des photos. C'est au milieu de la population civile qu'il va falloir obtenir ces informations. Dans le jargon militaire, cela s'appelle le « Rohum-C », le renseignement-►



En moins de cinq minutes, deux Mirage apparaissent dans le ciel.

Ci-dessus : Photos, brochures, sites Internet... tout est « épluché » pour obtenir du renseignement pendant la phase de préparation. **A droite :** Après l'explosion d'un engin explosif improvisé, des commandos sont pris à partie par les insurgés. **Ci-dessous :** L'assaut est donné à la ferme pour pouvoir appréhender les insurgés. **A droite :** Découverte d'une cache d'armes.



► ment d'origine humaine conversationnel. Les habitants de la région se prêtent volontiers au jeu. L'équipe du capitaine Patrick, qui organise l'exercice, a donné aux volontaires – élus, commerçants, exploitants agricoles – les éléments du scénario pour que les conditions soient le plus réaliste possible.

À 11 heures, une équipe de recherches a rendez-vous avec M. Mourre, le maire de Chateauneuf-de-Bordette. L'adjudant-chef Olivier et ses équipiers sont accueillis dans la cour de sa ferme. Après les politesses d'usage, la conversation prend un tour amical. Au fil des minutes, la confiance s'installe. L' élu finit par leur confier ses « inquiétudes ». Se retournant, il désigne du doigt un endroit de la montagne toute proche : « Hier, j'ai vu des mouvements sur cette barre rocheuse. Des hommes armés marchaient en direction de cette crête. » Les commandos prennent congé du maire et rendent compte au DLMO. Celui-ci ordonne l'envoi d'un groupe commando pour reconnaître la zone.

Embuscade

14 h. Les GCM empruntent en 4x4 un chemin de terre qui conduit à l'endroit indiqué par le maire. Au détour d'un virage, à 50 mètres de la lisière des bois, une déflagration retentit. Un engin explosif improvisé (IED) vient d'exploser. Les Famas des légionnaires, qui tiennent le rôle des rebelles, contraignent les GCM au repli. Voyant qu'ils sont tombés dans une embuscade, ceux-ci appellent des renforts. Bientôt, deux hélicoptères Puma de l'Aviation légère de l'armée de terre (ALAT) déposent une section de commandos et une équipe GCM JTAC (Joint Terminal Attack Controller). Ces derniers guideront les Mirage 2000-C de la base d'Orange qui déclencheront des frappes sur les séparatistes. En moins de cinq minutes, deux aéronefs tournent dans le ciel. Pour le chef d'équipe qui les guide, la difficulté est de désigner aux pilotes des points de repère au sol leur permettant de reconnaître leur cible et de la « traiter » sans occasionner de dommages collatéraux. « À partir de la position du soleil, dirigez-vous au sud-ouest. Vous devriez repérer une petite rivière orientée ouest, nord-ouest. – Contact !, répond le pilote. Toute la conversation s'effectue en anglais, selon les normes de l'Otan. – Suivez-la jusqu'à ce que son lit se divise en forme de "Y" ouvert sur le Nord. À environ 700 mètres à l'est, vous trou-

verez une petite colline au sommet de laquelle il y a une habitation. – S'agit-il du bâtiment avec ce qui ressemble à un bassin devant sa façade sud ? – Contact. Votre cible est 50 mètres à l'est du bâtiment. Je demande un bombardement de la position. Frappez dès que possible ! »

Assaut

Soudain, le premier Mirage serre son virage et pique droit dans la vallée. Il fonce sur la position ennemie dans le tonnerre assourdissant de ses réacteurs. Il est suivi aussitôt du second chasseur, qui bondit sur l'objectif. Même fracas. Les aéronefs effectuent plusieurs passes. Mission accomplie...

Dans un coin de la salle des fêtes de Curnier aménagé en poste de commandement, les officiers responsables du renseignement et des actions armées se concentrent pour finaliser l'assaut sur la ferme où aura lieu, dans quelques heures, la réunion des leaders des insurgés. Rien n'est laissé au hasard. Les équipes d'intervention sont briefées. Les commandos sont fin prêts.

20 h. Il fait maintenant nuit noire. Autour de la ferme, deux équipes de commandos sont en place, tapis dans la végétation alentour. Équipés de jumelles à vision nocturne et infrarouge, ils observent en silence les trois suspects qui entrent dans la ferme. L'assaut peut être donné. Le vrombissement des deux hélicoptères Puma se fait soudain entendre. Tous feux éteints, ils s'immobilisent au-dessus de la prairie, à quelques dizaines de mètres de la ferme. Des cordes lisses s'abattent vers le sol et, un à un, les commandos se laissent glisser jusqu'à terre. Tandis que les hélicoptères disparaissent, les combattants donnent l'assaut. Ils savent exactement par où pénétrer dans la ferme. Ils ont en mémoire le plan du bâtiment avec l'emplacement supposé de chaque pièce. Ils dégagent un accès et entrent. Seuls quelques faisceaux de lampes torches éclairent frénétiquement les murs, les plafonds et le plancher. L'action est rapide. Soudain, une porte s'ouvre, ils sont pris à partie, les coups de feu éclatent. Tout se joue là, en une poignée de secondes, et déjà deux hommes gisent à terre. Deux activistes. L'autre s'est enfui. La fouille des lieux reprend. De nouveaux coups de feu claquent dehors. Le troisième homme est arrêté par les GCM en appui. Le lieutenant qui commande l'assaut à l'intérieur de la ferme vérifie l'identité des victimes et confirme par radio « Deux morts à l'intérieur, un prisonnier ; la mission est terminée. » ■

Tchad, Liban, Kosovo, Afghanistan... Accompagner les soldats dans les moments difficiles par l'écoute et la parole, telle est la vocation d'Isabelle Maurel, la « pasteur ». Nous vous présentons cette militaire pas comme les autres.

Croire et partager

« **V**ous pouvez m'appeler madame la pasteur », annonce-t-elle avec un large sourire, ajoutant rapidement : « Mais je préfère Isabelle. » Difficile, à première vue, d'imaginer que cette femme en treillis appartient à l'aumônerie militaire. Cela fait pourtant douze ans qu'Isabelle Maurel officie au sein des forces. Ses vocations, religieuse et militaire, ne lui sont pas venues simultanément. La première lui arrive très tôt. L'éducation protestante familiale va la conduire à suivre des études de théologie. Elle obtient une maîtrise et parfait sa formation par des enseignements sur l'écoute de l'autre et sur la psychologie. Elle choisit ensuite de vivre sa foi en paroisse. « C'était pour moi comme une évidence, je voulais communier dans la présence du dieu auquel je croyais. »

C'est ainsi qu'elle participe à l'enseignement religieux des enfants et qu'elle intervient en milieu hospitalier. Après neuf années, Isabelle réfléchit à de nouveaux horizons vers lesquels poursuivre son parcours religieux. Sur les conseils de proches, elle s'intéresse au monde militaire et se retrouve devant une commission d'embauche pour devenir aumônier. « Je venais d'accoucher depuis quinze jours. Je me suis présentée avec mon bébé. Je voulais montrer que j'étais femme, croyante et mère de famille, et que cela n'était pas cloisonné. » Convaincus, ses recruteurs acceptent de lui ouvrir les portes du monde militaire. Sa première affectation la conduit dans les hôpitaux militaires de Paris. Tout de suite,

le contact s'établit avec les militaires qu'elle rencontre. Les chefs de service lui laisseront largement accès aux patients. Et même à des cas difficiles, comme ce jeune militaire de 27 ans atteint d'un cancer incurable.

« Il était dans le déni de ce que lui annonçaient des médecins. Je l'ai accompagné, par l'écoute et la parole. Dans ces moments, tout peut se dire, tout peut s'entendre. » Après cette expérience hospitalière, elle est mutée à Toulouse, sur la base aérienne 101. Vient alors le temps des opérations extérieures. La première se déroule en Macédoine pour le Noël de 2003. « Cela n'a pas été facile, car je devais laisser les enfants et mon mari qui, heureusement, est génial et "assuré" quand je suis absente. » Elle connaît le baptême du feu pour sa

première sortie sur le terrain. « J'ai été surprise par la capacité des soldats à se mettre rapidement et brutalement en action et à revenir à une phase sereine dès le coup de feu passé. » Les missions sur des théâtres d'opérations se multiplieront : le Tchad en 2004 et 2005, le Liban en 2006 et le Kosovo en 2007.

Mais l'expérience qui marquera sa vie de "soldat" est certainement celle vécue pendant son séjour en Afghanistan en 2008.

« J'étais là-bas pendant l'embuscade de la vallée d'Uzbeen. J'ai passé la nuit à l'hôpital avec les blessés. Ils avaient un grand besoin de raconter ce qu'ils avaient vécu. Certains m'ont demandé de prier avec eux, d'autres de prier pour eux, toutes religions

confondues. Nous étions tous marqués par la douleur, physique ou morale. » Elle reconnaît avoir été transformée par cette expérience douloureuse. Elle a aussi, à cette occasion, été impressionnée par l'esprit de fraternité qui régnait parmi les militaires, tous grades confondus. Ce qu'eux-mêmes désignent par fraternité d'armes.

Le retour de cette mission s'est révélé pour Isabelle Maurel très perturbant. « On est en plein déphasage par rapport à ce que vos proches ont vécu, il est très difficile de raconter de tels événements. » Pourtant, le retour est un moment très important pour cette mère de famille, car elle décrit l'absence loin de ses enfants comme une période perdue. « Au retour, il faut donc être complètement présent pour ses enfants. »

Aumônier militaire depuis douze ans, Isabelle dit être revenue transformée après l'Afghanistan.

« Lorsque j'échange avec l'autre, je n'impose rien. »



On sent chez cette femme quelque chose du "don" pour aller vers l'autre. Ce qu'elle explique par son approche de l'autre : « Lorsque j'échange avec l'autre je n'impose rien, je ne parle pas de ma croyance comme de la vérité, mais comme ma vérité. » ■

CEN Olivier Destefanis



O
L
O
E
T
R
O
R





SGT. PÉTE THIBODEAU



ANTOINE DELUC / MARINE NATIONALE

1 - Afghanistan

Des marines américains s'entraînent en milieu désertique.

2 - Frégate Horizon

Rassemblement des nouvelles frégates Horizon françaises et italiennes à l'occasion d'un exercice au large de Toulon.

3 - Mirage 2000 N

Vol en formation serrée de quatre Mirage 2000 N de l'escadron de chasse 1/4 Dauphiné.

4 - Débarquement

Une barge de débarquement sur coussin d'air américaine lors d'un exercice amphibie.

5 - Entraînement

Les forces spéciales sud-coréennes s'aguerrissent en période hivernale à Pyeongchang, à 150 km à l'est de Séoul.



3

CYRIL AMBOISE / SIRPA AIR



4

JOSHUA J. WAHL / U.S. NAVY



5

JUNG YEON-JE / AFP

09/02 AFGHANISTAN : LE GTIA KAPISA ENDEUILLÉ



EMA

Un soldat appartenant au 13^e bataillon de chasseurs alpins de Chambéry a été tué au cours d'un accrochage avec des insurgés, alors que sa compagnie, en mission d'escorte d'un convoi logistique de l'armée nationale afghane (ANA), abordait la vallée d'Alasay. Une patrouille d'hélicoptères Tigre et Gazelle a

appuyé les troupes françaises lors de la riposte, ce qui a permis au convoi de se désengager. Âgé de 20 ans, le chasseur de 1^{re} classe Enguerrand Libaert était présent sur le sol afghan depuis décembre dernier. Grâce aux opérations conjointes avec le groupe-tactique interarmes (GTIA) Kapisa, l'ANA avait

repris pied, en mars 2009, dans la vallée d'Alasay, une zone refuge des insurgés. Depuis, trois postes de combat avancés, armés par des unités afghanes, ont été construits. La présence des forces afghanes dans cette province est toujours contestée par les insurgés, pour qui cette région revêt un caractère stratégique. La Kapisa leur permet de transiter depuis le Nord et l'Est du pays vers la capitale, Kaboul. Le 1^{er} classe Libaert a été nommé caporal à titre posthume et fait chevalier de la Légion d'honneur par le ministre de la Défense. Son décès porte à quarante le nombre de soldats français tués en Afghanistan depuis 2001.

18/02 KOSOVO : CERTIFICATION OPÉRATIONNELLE POUR LE BGM-N



EMA

Le Battle Group Multinational Nord (BGM-N) de la force de l'Otan au Kosovo (KFOR) a obtenu sa certification opérationnelle à l'issue de l'exercice Effective Response, qui a mis en jeu l'ensemble des composantes de force déployées dans la partie septentrionale du pays. Un millier de militaires ont été engagés dans un scénario qui visait à démontrer l'aptitude du BGM-N à maintenir un environnement sûr et sécurisé au profit de la population ainsi que sa capacité à soutenir l'action des organisations internationales (EULEX et MINUK) et la montée en puissance de la force nationale de sécurité du Kosovo (KSF). Créé le 9 janvier, le BGM-N est placé sous commandement français. Il comprend des contingents français, belge, danois, grec, luxembourgeois, marocain, suisse et slovène.

04/02 SOMALIE : LE « SURCOUF » ESCORTE DEUX CARGOS

Parti de Mombasa, au Kenya, la frégate *Surcouf*, de la marine nationale, a mené à bien sa mission d'accompagnement de deux cargos du Programme alimentaire mondial (PAM). Le *Sea Diamond* et l'*Abdul Rahman* ont ainsi rejoint en toute sécurité le port somalien de Mogadiscio, où ils ont été pris en charge par les équipes du port. Depuis le lancement de l'opération Atalante, les escortes réalisées par les bâtiments de la force européenne ont permis d'acheminer plus de 340 000 tonnes de nourriture, dont dépendent près de deux millions de Somaliens.

01/02 HAÏTI : BILAN DE L'ACTION DU SERVICE DE SANTÉ DES ARMÉES



JÉRÔME SALLES / ECPAD

Au cours de l'opération Séisme Haïti 2010, le Service de santé des armées a participé aux secours apportés à la population. Un médecin urgentiste et un infirmier du Centre médical interarmées (CMIA) de Fort-de-France ont pris part quotidiennement aux rotations aériennes pour assister les blessés confiés par la sécurité civile. Jusque début février, près de 140 personnes ont bénéficié de ces convois. Un poste médical armé par des personnels du CMIA a été installé à l'ambassade de France de Port-au-Prince, où ont été effectués 370 consultations et soins. Venue de métropole, la 9^e Antenne chirurgicale aérotransportable (ACA) a été déployée en Haïti et a rejoint le bord du TCD *Sirocco* dès son arrivée sur zone. Les capacités du *Sirocco* (deux blocs opératoires et 50 lits d'hospitalisation) ont permis de réaliser près de 200 interventions médicales au profit des victimes.

08/02 POLYNÉSIE : SOUTIEN AUX POPULATIONS APRÈS LE PASSAGE DU CYCLONE OLI

Pour venir en aide à la population polynésienne frappée par le cyclone Oli, les forces armées de Polynésie française (FAPF) ont mis à disposition un avion Gardian de la flottille 25F, un hélicoptère Super Puma et les avions Casa de l'escadron de transport outre-mer 082. Les aéronefs ont acheminé à Tubuai (l'île la plus dévastée) des matériels de premiers secours et une assistance technique de crise. Une action maritime a aussi été engagée, les FAPF embarquant 14 véhicules, 3 camions et 2 tonnes de tentes et de vivres à bord du *Tahiti Nui VIII*. Le patrouilleur *La Raillieuse* a par ailleurs participé aux secours en acheminant à Tubuai près de 15 tonnes de produits de première nécessité.

15/02 AFGHANISTAN : OPÉRATION MOSHTARAK DANS LE SUD



SGT JEAN-FRANÇOIS D'ARCANGUES / ECPAD

Près de 70 militaires français ont été engagés dans une vaste opération dans le Helmand (Sud afghan). Majoritairement issus du 21^e Régiment d'infanterie de marine de Fréjus, ils appartiennent à l'OMLT (Operational Mentoring Liaison

Team) qui opère avec le kandak 31 de l'armée nationale afghane (ANA). L'opération Moshtarak (« ensemble », en dari) a mobilisé près de 15 000 hommes des forces de la coalition et de l'armée afghane dans une grande offensive visant à rétablir l'autorité

gouvernementale de la province pour en chasser les insurgés. Fort de 400 combattants, le kandak 31 et ses mentors français ont manœuvré avec les soldats britanniques du 1^{er} Royal Welch Regiment. Au cours de l'opération, la 2^e compagnie du kandak 31 s'est illustrée en reprenant le contrôle du village de Showal, où le drapeau afghan flotte à nouveau en lieu et place de celui des taliban. Le ministre afghan de la Défense, le général Athmar, ainsi que le général Mac Chrystal, commandant de la Force internationale d'assistance à la sécurité (ISAF), sont venus saluer cette réussite. Le chef d'état-major de l'armée afghane, le général Bismillah Khan, a par ailleurs complimenté le commandant d'unité de la 2^e compagnie et son mentor français en leur remettant une lettre de félicitations.



EMA

02/02 TCHAD : EXERCICE DE SAUVETAGE D'UN PILOTÉ ÉJECTÉ

Trois Mirage F1, un hélicoptère Puma et le détachement de protection de la base aérienne de Kosseï à N'Djamena, ont participé à un exercice combinant mission de sauvetage terrestre et mission d'appui aérien. Joué dans le cadre d'un scénario figurant la recherche, la récupération et l'extraction d'un pilote éjecté, cet entraînement a permis de renforcer les savoir-faire de chacun et de confirmer le haut niveau opérationnel de la composante aérienne du dispositif Épervier.



EMA

02/02 CÔTE D'IVOIRE : ACTION CIVILO-MILITAIRE

Dans le Sud du pays, plusieurs chantiers ont été mis en œuvre à N'Koupe (4 000 habitants) par les militaires du bataillon Licome, en partenariat avec les autorités locales ivoiriennes. Pendant quatre

jours, les militaires français ont réalisé un stade de football et rénové une école maternelle. De nombreux kits scolaires ont aussi été distribués aux enfants et une aide médicale gratuite a été dispensée à la population.

06/02 LIBAN : PRISE DE COMMANDEMENT

Le colonel Guillaume Couetoux, chef de corps du 152^e régiment d'infanterie de Colmar, a pris le commandement du groupement tactique interarmes français de la Force intérimaire des Nations unies au Liban. Il succède au colonel Franck Nicol, du 16^e Bataillon de chasseurs.

Amiral Edouard Guillaud, chef d'état-major des armées

« Notre objectif en Afghanistan est d'atteindre un niveau de stabilité suffisant pour permettre aux forces de sécurité afghanes de prendre le relais. »

Amiral, quels sont les temps forts de votre vie militaire ?

Tout d'abord une vraie vie de marin, avec des déploiements opérationnels sur tous les océans et en Méditerranée orientale, des affectations dans trois des quatre « armes » de la marine (surface, sous-marins et aéronautique navale) et quatre commandements à la mer très différents : dragueur de mines, navire amphibie, aviso-escorteur, porte-avions. Le plus emblématique est bien sûr celui du porte-avions *Charles-de-Gaulle* dont j'ai accompagné la conception puis la construction et que j'ai eu l'honneur de commander pour sa mise en service opérationnel et ses premiers déploiements. J'ai beaucoup appris également de mes services à bord de *La Paimpolaise*, de deux sous-marins nucléaires lanceurs d'engins (SNLE), de *L'Amytot d'Inville*, du *Du Chayla*, du *Kersaint*, et du *Clemenceau*, tant dans le domaine du commandement et des opérations que dans celui de la mer, qui ne souffrent pas la faiblesse. J'ai connu d'autres expériences, également fortes, en tant que préfet maritime de la Manche et de la mer du Nord et, tout récemment, aux fonctions de chef de l'état-major particulier du président de la République. Il s'agissait, particulièrement en ces années qui ont vu l'élaboration du Livre blanc et la décision de la pleine participation de la France à l'Otan, de conseiller le président de la République, chef des armées, non seulement sur les opérations militaires mais aussi sur les orientations stratégiques, politico-militaires, budgétaires et organiques. Ce travail s'exerçait évidemment en liaison très étroite avec le Cema, mon prédécesseur auquel je rends un hommage appuyé pour le travail exceptionnel qu'il a accompli et que je poursuivrai avec détermination.

Quels sont vos premiers dossiers ?

À bien des égards, nous vivons une période charnière pour notre défense. De nombreuses réflexions sont en cours en France, chez nos principaux partenaires comme les États-Unis et la Grande-Bretagne et dans les grandes organisations internationales, notamment l'Otan et l'UE. Dans notre pays, les fruits de cette réflexion ont trouvé une expression aboutie dans le Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale qui décrit une évolution d'ampleur de notre défense. Cette évolution est profonde. Directement ou par ses conséquences elle touche tous les compartiments de l'action du Cema : la conduite des opérations en premier lieu, mais également la préparation de l'avenir, les relations internationales, l'organisation des armées et les ressources humaines. Dans chacun de ces domaines des dossiers majeurs sont donc ouverts. Dans le domaine des opérations, 2010 sera une année déterminante en Afghanistan où les efforts de la communauté interna-

Par ailleurs, l'élaboration du nouveau concept stratégique de l'Otan, la fin de renégociation de nos accords avec nos partenaires africains, la poursuite du renouvellement de nos équipements, la réforme du ministère et la mise en place des bases de défense seront également des dossiers de toute première importance.

Quels résultats attendez-vous sur le théâtre afghan ?

L'objectif du président de la République est celui que nous avons défini avec nos partenaires au sein de l'Otan, c'est celui de la FIAS : atteindre un niveau de stabilité suffisant pour permettre aux forces de sécurité afghanes de prendre le relais. L'atteinte de cet objectif suppose une recherche d'efficacité accrue à la fois dans nos opérations de sécurisation, nos opérations au profit de la population et nos actions de formation et de tutorat auprès de l'armée afghane. Nos OMLT œuvrent remarquablement avec l'armée nationale afghane, comme vient de le souligner récemment

« Chacun d'entre nous, militaire ou civil, est un acteur de la réforme. »

tionale et de l'Otan, la détermination et le courage des militaires français, doivent commencer à produire leurs effets. La lutte contre la piraterie exigera un effort constant, une coordination internationale accrue et une approche globale dont l'Union européenne est LE moteur. Sur les autres théâtres où nos forces sont engagées je veillerai à ce que nos dispositifs soient continuellement adaptés à la situation sur le terrain. On l'oublie trop souvent mais la réelle signification de la diminution de notre présence militaire en Bosnie, au Kosovo, ce n'est pas le désengagement, c'est le succès de la mission !

le commandement de la FIAS, qui évalue nos instructeurs parmi les meilleurs de la Coalition. Mais il n'y a pas que l'action, même de tutorat, il y a aussi la capacité opérationnelle des kandaks. Je note que si le kandak 31 que nous accompagnons est choisi par le commandement afghan pour participer aux opérations dans le Helmand, c'est que son niveau opérationnel est jugé excellent. Par ailleurs, je souhaite intensifier l'effort sur les opérations menées conjointement entre la brigade La Fayette et les forces de sécurité afghanes, pour parvenir progressivement à leur pleine autonomie dans nos zones de responsabilité. Enfin je note le patient et opiniâtre travail de notre brigade pour permettre les conditions du dévelop-



BRUNO BIASUITTO / DICOD

L'amiral Édouard Guillaud. « La culture de chaque armée doit être respectée, c'est le gage de notre efficacité, elle le sera sur les bases de défense. »

pement de la Kapisa et de la Surobi ; ce travail essentiel est en train de modifier l'état d'esprit des populations locales, ce que les talibans de toutes obédiences prennent pour une menace pour leurs rackets et leurs exactions.

2010 sera également une année clé de la réforme des armées, quels en sont les enjeux ?

La réforme des armées et du ministère répond à des objectifs précis qui découlent à la fois de la RGPP et de la stratégie de défense et de sécurité exposée dans le Livre blanc. C'est une opération majeure. Elle intègre des contraintes telles que les recherches d'économie traduites notamment par des réductions d'effectifs, des redéploiements de nos unités. Mais cette opération vise d'abord une plus grande efficacité au service de notre priorité, l'enga-

gement opérationnel. Les modes d'action en sont connus avec pour le soutien, les bases de défense qui sont la partie la plus visible de cette transformation.

La mise en application de la réforme nous appartient. Nous connaissons les facteurs de succès de l'opération : la détermination pour surmonter les difficultés quotidiennes, le pragmatisme pour y apporter des solutions et surtout la solidarité qui doit animer les armées. La force de cette réforme est de laisser une place réelle aux initiatives locales, de s'appuyer sur le terrain, plutôt que de s'enfermer d'emblée dans un schéma unique ou dogmatique

En milieu d'année, nous aurons tiré le bilan de l'expérimentation et défini le modèle des bases de défense. Après la phase d'exploitation des résultats, je compte soumettre au ministre de la Défense un plan de mise en œuvre. Puis j'entends que les

ordres soient donnés à l'automne et permettent un déploiement effectif de l'ensemble des bases de défense en 2011.

Que dites-vous aux acteurs de la réforme ?

Chacun d'entre nous, militaire ou civil, quel que soit son poste, est un acteur de cette réforme. Nous sommes impliqués, collectivement et individuellement, la réforme n'est pas une affaire de spécialistes. Je sais que dans les groupements de soutien des bases de défense ainsi que dans les unités il ne manque ni bonne volonté ni pragmatisme ni envie de servir pour proposer des solutions adaptées.

Regardez ce qui a déjà pu être fait à Nancy : voilà une base de défense, qui compte dans les formations soutenues une base aérienne, deux régiments de l'armée de terre, un service interarmées de la solde, des unités du SGA soit plus de 4 000 ▶

▶ personnes, où manifestement tout le monde se sent investi par la mission si j'en juge par le nombre d'initiatives locales. Nancy en est déjà à homogénéiser ses achats et ses marchés, à organiser son parc de véhicules, tout en veillant à la préparation opérationnelle du personnel dédié au soutien. Nancy tire parti, c'est sûr, d'avantages locaux que d'autres bases de défense n'ont pas, mais son dynamisme me semble exemplaire, traduisant exactement cette culture du soutien que nous voulons. Faut-il rappeler que le soutien est une mission militaire et non une tâche annexe, qu'il est essentiel à l'efficacité des forces ?

Enfin je veux rappeler que cette réforme ne concerne pas uniquement les unités et les militaires de « terrain ». Le regroupement des états-majors et de l'administration centrale sur le site de Balard modifiera profondément l'organisation du haut commandement. Cette démarche promet des relations simplifiées et plus directes entre les responsables de la Défense, les armées, la Direction générale de l'armement (DGA), le Secrétariat général pour l'administration (SGA), et donc une efficacité accrue.

Avec le décret de 2009 qui redéfinit les attributions du Cema on constate que l'interarmées prend une nouvelle ampleur dans le domaine organique, pourquoi ?

La dimension interarmées est la clé de cette réforme parce qu'elle est la clef des engagements opérationnels. Terriens,

marins et aviateurs œuvrent ensemble sur les théâtres d'opérations depuis suffisamment longtemps pour que cette nécessité soit devenue une évidence. L'interarmisation est une évolution nécessaire dont nous connaissons les limites. La culture de chaque armée est une référence fondamentale dont la puissance se mesure dans les crises, dans les combats. Cette culture doit être respectée, c'est un gage de notre efficacité, elle le sera dans les bases de défense comme elle l'est sur les théâtres d'opérations. Pour autant elle doit également intégrer l'impératif interarmées. Il permet de combiner dans l'action les capacités des armées, il permet également de préparer l'avenir en procédant aux arbitrages et aux prises de décision tout en veillant à la cohérence globale des capacités, il permet enfin de renforcer nos relations militaires internationales, de développer une politique cohérente des ressources humaines et d'assurer un soutien commun mutualisé. Tout cela nécessite d'étroites relations entre l'Ema et les armées, directions et services ainsi qu'un pilotage unique.

Quel regard les Français portent-ils sur leur armée ?

Sans aucun doute un regard très positif ; c'est ce que démontrent avec constance tous les sondages. Le grand public sait que les armées françaises sont une référence en Europe. Le spectre de leurs activités est extrêmement large. Mise en œuvre permanente de la dissuasion, opérations en

coalition à terre, en mer et dans les airs, évacuations de ressortissants, actions spéciales, intervention humanitaire d'urgence, renseignement. Nous combinons, à notre échelle, un ensemble de capacités dont très peu de pays disposent. Les militaires étrangers en sont peut être plus conscients que nous-mêmes. Ces capacités sont servies par des militaires qui ont hérité d'une solide tradition militaire qui distingue la force morale et les vertus exemplaires du soldat.

C'est une réelle richesse pour notre pays, une richesse que nous devons cultiver pour faire face aux temps incertains qui viennent.

Quels seront vos premiers déplacements ?

J'irai en priorité à la rencontre des détachements qui se préparent à être projetés en opérations extérieures. Ainsi au camp de Mailly au mois de mars alors que le futur état-major de la brigade La Fayette y terminera sa montée en puissance. Je compte également me rendre à la rencontre de nos forces en Afghanistan, au Liban et en Afrique.

Parce que nous sommes en Europe, dans l'UE et dans l'Otan, je verrai très rapidement mes homologues européens et nord-américains.

Enfin, je me rendrai également dans les organismes interarmées et dans les bases de défense, qui sont au cœur de la transformation de nos armées. ■

Propos recueillis par la rédaction

Biographie de l'amiral Edouard Guillaud

<p>Né le 10 juillet 1953 à Paris, l'amiral Édouard Guillaud est entré à l'École navale en 1973.</p>	<p>des systèmes de combat futurs au Centre de programmation de la Marine</p>	<p>– 1993-1997 : adjoint puis officier de programme du <i>Charles-de-Gaulle</i> à l'état-major de la Marine</p>	<p>la Manche et de la mer du Nord</p>
<p>– 1976-1978 : officier en second du patrouilleur <i>La Paimpolaise</i></p>	<p>– 1987-1988 : commandant du bâtiment de transport léger <i>Dumont d'Urville</i></p>	<p>– 1997-1999 : commandant en second de l'équipage d'armement du porte-avions <i>Charles-de-Gaulle</i></p>	<p>– 2006 - 24 février 2010 : chef d'état-major particulier du président de la République</p>
<p>– 1978 : officier à bord des SNLE <i>L'Indomptable</i> et <i>Le Redoutable</i></p>	<p>– 1988-1989 : École de guerre navale et École des applications militaires de l'énergie atomique</p>	<p>– 1999-2001 : commandant du porte-avions <i>Charles-de-Gaulle</i></p>	<p>– 25 février 2010 : chef d'état-major des armées</p>
<p>– 1979 : commandant du dragueur de mines <i>Lobelia</i></p>	<p>– 1990-1992 : officier de manœuvre du porte-avions <i>Clemenceau</i></p>	<p>– 2001-2002 : auditeur du CEM et de la 54^e session de l'IHEDN</p>	<p>L'amiral Guillaud a été élevé aux rang et appellation d'amiral le 1^{er} décembre 2007</p>
<p>– 1981-1984 : chef de service sur l'avisos <i>Amyot d'Inville</i> et l'escorteur <i>Du Chayla</i>, officier opérations du <i>Kersaint</i></p>	<p>– 1992-1993 : commandant de l'avisos-escorteur <i>Enseigne de Vaisseau Henry</i></p>	<p>– 2002-2004 : adjoint à l'état-major particulier du président de la République</p>	<p>Il est officier de la Légion d'honneur, officier de l'Ordre national du Mérite, officier du Mérite maritime</p>
<p>– 1984-1987 : officier de marque</p>		<p>– 2004-2006 : préfet maritime de</p>	

Épargne **2** Retraite

Résultat 2009

4,05 % net⁽¹⁾

Une épargne
sécuritaire et
performante

Pour la réalisation
de vos projets, **Épargne-Retraite 2**
vous permet de constituer à votre rythme
un pécule, une épargne solide et disponible à tout moment.

- Très faibles frais de gestion annuels : **0,36 %** sur le fonds garanti en euros (Actif Cantonné ASAC).
- Frais sur versements dégressifs : **de 2 % à 0,90 %**.

Diversification possible en version multisupport
"Épargne-Retraite 2 Plus"

- 35 supports en unités de comptes (0,60 % frais de gestion annuels) + le fonds en euros garanti.
- 4 arbitrages annuels + les options d'arbitrages automatiques gratuits.

(1) Taux annuel de participation aux bénéfices du fonds en euros net de frais de gestion, hors prélèvements sociaux. Les performances passées ne préjugent pas des performances futures.

Contrats à nouveau primés en 2009 :

Épargne-Retraite 2

Épargne-Retraite 2 Plus



Formules sélectionnées par **le**



La Prévoyance des forces
de défense et de sécurité

01 58 85 04 00 www.gmpa.fr

Contrats d'assurance vie, souscrits par ASAC auprès d'Allianz qui apporte les garanties techniques et financières, sélectionnés par le GMPA.

Courtier Gestionnaire : FAPES Diffusion, SAS de Courtage au capital social de 2 688 393 € - N°ORIAS : 07 000 759 - RCS Paris B 421 040 544 - Siret 421 040 544 00049 - APE 6622 Z
Garantie financière et assurance de responsabilité civile professionnelle conformes aux articles L.530-1 et L.530-2 du Code des assurances.



Trois mille personnes militaires et civiles vivent sur cette base située dans le golfe d'Aden, à l'entrée de la mer Rouge.

Djibouti : mieux soutenir à l'étranger

La plus grosse base hors de métropole a une pratique ancienne de la culture interarmées, situation géographique oblige. Base de défense expérimentale depuis le 1^{er} janvier 2009, elle achève un gros travail d'harmonisation des procédures et de réduction des coûts.

C'est à sa situation géographique et stratégique que Djibouti doit d'avoir été choisie comme base de défense de type 4, c'est-à-dire située à l'étranger. Un choix qui s'explique aussi sans doute par sa culture interarmées, qui existait bien avant la création du concept des bases de défense, le 1^{er} janvier 2009. Les Forces françaises de Djibouti (FFDJ) sont formées

d'unités des trois armées : le 5^e régiment interarmes d'outre-mer (RIAOM), la 13^e demi-brigade de Légion étrangère (DBLE), la base aérienne 188 et la base navale. Cette double originalité – géographique et stratégique – en fait une base à part, où vivent 3000 personnes, civiles et militaires. La plupart y séjournent deux ans avec leur famille, les autres y effectuent des missions de quatre mois. Avant la réforme, l'interarmisation

était déjà une réalité à Djibouti. La base aérienne 188 accueillait une base de soutien à vocation interarmées (BSVIA), l'état-major était interarmées (EMIA), le COMFOR assumait la responsabilité des fonctions opérationnelles et organiques. Depuis que Djibouti est devenu base de défense expérimentale, la « mutualisation » s'est étendue à l'ensemble des services d'administration générale et de soutien



PHOTOS: BRUNO BIASUTTO / DICOM

commun. Terriens, aviateurs et marins travaillent ensemble au profit de près de 3000 « bénéficiaires » au sein d'une formation à part entière, le groupement de soutien de la base de défense (GSBdD). Son socle a été constitué à partir de la BSVIA et de l'ancienne direction du commissariat de l'outre-mer, DICOM, auxquels se sont ajoutés des effectifs provenant des unités.

« Les 874 militaires et personnels civils locaux du GSBdD recrutés sur place assurent le soutien dans le domaine des ressources humaines, des finances, de la logistique commune, de la restauration et de l'hébergement. Ils le font dans un pays étranger et dans un contexte opérationnel permanent », explique le commissaire-colonel Paquette, commandant le groupement de soutien de la base de défense de Djibouti. « Cela n'a pas toujours été facile de "prélever" des personnes dans les unités pour créer de toutes pièces le groupement de soutien. Mais, aujourd'hui, le personnel est

content de travailler ici ». En raison de ses attributions, le groupement est un rouage essentiel. « Si ça ne fonctionne pas chez nous, les FFDJ s'écroulent ! », résume ainsi le chef de la division des affaires financières (DAF), le commissaire-colonel Pilfert. « À la création du GSBdD, il y a un an, il nous a fallu bâtir intégralement la direction des affaires financières. Les trois premiers mois ont été difficiles car tout ceci était expérimental. Nous avons constitué des groupes de travail, procédé à des audits des procédures terre, air et marine. Nous devons assurer la même qualité de service et éviter que les unités n'en subissent les conséquences pendant leurs missions », explique le colonel Pilfert, chef de la DAF. « Soutenir l'ensemble des formations des FFDJ est une mission difficile, car il y a des progrès à faire en matière d'harmonisation des procédures. Il faut arriver à prendre ce qu'il y a de meilleur dans les règlements de chaque armée, tout en amortissant les chocs culturels, souligne le commissaire. Malgré tout, la mutualisation et l'harmonisation progressent. Aujourd'hui, par exemple, nous sommes tous en formation sur un progiciel qui simplifie les processus budgétaires et comptables. À terme, tout le monde y verra plus clair et nous serons plus efficaces ! »

Logistique commune. Cette division, dirigée par le lieutenant-colonel Lachaux, réalise l'approvisionnement, la réception, la gestion et le stockage des fournitures et des matériels de la base de défense. Ensuite, les commandes (des fournitures de bureaux à l'huile de moteur en passant par le matériel de campagne) sont distribuées et, le cas échéant, réparées.

« Lorsque les FFDJ se déploient, elles ont besoin de lits, de tentes, de douches et de cuisines de campagne (Guépard, RECAMP). Mon unité a la charge de la maintenance de ce matériel », explique le lieutenant-colonel.

Gazinières et lave-linge

Outre l'entretien des 400 véhicules de la gamme commerciale, l'unité gère la maintenance des 10000 climatiseurs, 4000 réfrigérateurs, 3000 gazinières et lave-linge des FFDJ et de leurs familles. Une sorte de service après-vente indispensable pour les familles en long séjour, qui fait de Djibouti ►

LA DÉFENSE SIGNE UNE CHARTE DE BONNES PRATIQUES EN MATIÈRE D'ACHATS.

Une charte des bonnes pratiques entre les grands donneurs d'ordres publics et les petites et moyennes entreprises (PME) a été ratifiée le 11 février par le secrétaire général pour l'administration, Christian Piotre, responsable de la politique des achats au ministère de la Défense (hors armement). Ce texte fixe dix engagements, tels que la création d'une relation durable entre le grand client et la PME, ou le choix d'un fournisseur en appréciant le coût total de l'achat, et non pas uniquement le prix apparent. Premier acheteur de l'État, la Défense consacre annuellement environ 4 milliards d'euros pour ses achats de fonctionnement.

VISITE DU MINISTRE À DIJON.

Le ministre de la Défense, Hervé Morin, s'est rendu le 8 février sur la base aérienne 102 (BA 102) de Dijon (Côte-d'Or). Concernée par les évolutions de la carte militaire de 2010, elle accueillera le commandement des forces aériennes, dont le transfert depuis la base de Metz (Moselle) s'échelonne entre 2011 et 2012. Par ailleurs, la BA 102 devrait, à terme, recevoir d'autres services et unités venant de bases en cours de restructuration.

DÉFENSE ET RGPP: RAPPORT D'ÉTAPE.

Le troisième rapport d'étape sur la mise en œuvre des mesures de modernisation engagées dans le cadre de la révision générale des politiques publiques (RGPP) a été présenté le 16 février en Conseil des ministres. Il confirme les bons résultats de la Défense. Sur les 37 projets « Défense », 92 % sont cotés "vert", 8 % "orange" et aucun "rouge". Des résultats au-dessus de la moyenne des autres ministères, évaluée à 76 %, 21 % et 3 % respectivement.



► un cas à part dans les bases de défense. « Les familles trouvent parfois les délais de réparation longs. Mais les conditions climatiques sont dures et la plupart des pièces viennent de France... Depuis la fusion des ateliers, il y a un an, on a multiplié le nombre de clients par trois puisque nous travaillons pour l'ensemble des FFDJ. Mais on fait le maximum pour les satisfaire nos clients, et ils se montrent plutôt compréhensifs. Mon personnel est très compétent : civils et militaires des trois armées se complètent bien, malgré des cultures professionnelles divergentes ! », confie le capitaine Guillon, responsable de l'unité de maintenance.

Ressources humaines. Le commandant Pagni, terrien et chef de la division, a sous ses ordres un panel des trois armées et des civils. Il gère les dossiers des 2800 militaires des FFDJ, à l'exception des légionnaires. « Professionnellement et humainement, c'est très profitable d'avoir une gestion interarmées, souligne le chef de la DRH. Les personnes bénéficient du même traitement. Par exemple, pour la gestion de la solde, nous avons adopté le système Louvois (logiciel unique à

« Civils et militaires des trois armées se complètent bien. » *vocation interarmées). Cela répond notamment au besoin de dématérialisation et de rationalisation des services administratifs. »* La mise en place de ces nouvelles procédures s'accompagne d'une surcharge de travail qui n'inquiète pas le commandant Pagni : « Louvois sera bientôt opérationnel. Les procédures s'harmonisent petit à petit. C'est une tâche de longue haleine ! » Optimiste quant au bon fonctionnement de sa division, le commandant a un leitmotiv. « Je ne veux pas simplement co-localiser mon équipe, mais je souhaite la fédérer autour d'une division interarmées et au service de toute la base de défense. »

Vers un point de restauration unique

Soutien de l'homme. Cette division assure le soutien hébergement et « restauration-loisirs ». Cela représente 32 bâtiments à gérer, 668 chambres et 1 000 lits. L'organisation de la fonction restauration est plus complexe car chaque armée a son propre système de fonctionnement (régie ou mess). Les FFDJ disposent de 10 points de production alimentaire et de 14 points

de distribution. « Nous avons l'ambition de créer un point de restauration unique. Cette rationalisation nécessite un effort financier de départ, mais les gains générés, notamment par l'économie d'effectifs, seront substantiels », souligne le commandant Gourbier, chef de la division soutien de l'homme. En attendant, l'harmonisation est en marche, les procédures existantes sont en cours de simplification et le personnel se forme à cette nouvelle structure administrative commune. « Le groupement de soutien a fait un travail considérable lors de cette première année », estime le général Caspar-Fille-Lambie, qui commande les FFDJ. « Le bon fonctionnement de la base implique un dialogue et une écoute permanents entre soutenus et soutenant. L'important est que le groupement de soutien puisse avoir le temps et les moyens de faire fonctionner ce qui a été mis en place. Vivre au sein des forces françaises de Djibouti implique l'observation de règles qui soient le plus communes possible aux trois armées. Confiance mutuelle entre soutenant et unités soutenues », affirme le général Caspar-Fille-Lambie. ■

Anne-Lise Llouquet

LE DOUBLE DVD ÉVÉNEMENT

AVIATEURS 75 ans d'aventures

+ DE 2 HEURES DE BONUS

VIBREZ À LEURS CÔTÉS

75 ANS
ARMÉE DE L'AIR
1934 - 2009



1^{er} prix du Festival
du film militaire d'Antibes

ecpa ▶ d
www.ecpad.fr

ecpa ▶ d
BOUTIQUE

BON DE COMMANDE (à découper ou à recopier)

À renvoyer, accompagné de votre règlement par chèque à l'ordre de : l'agent comptable de l'ECPAD
ECPAD • Pôle commercial, département ventes - 2 à 8, route du Fort - 94205 Ivry-sur-Seine Cedex
Tél. : 01 49 60 59 61 - Fax : 01 49 60 52 40 - ventes-archives@ecpad.fr - www.boutique.ecpad.fr

* Frais d'expédition offerts pour la France métropolitaine ; autres destinations, nous consulter.
Conditions générales de vente disponibles sur
www.ecpad.fr.

M^{me}, M^{lle}, M _____ Prénom _____
Rue _____ Ville _____ Code postal _____
Tél. _____ E-mail _____

Date :

Signature :

Commander par internet : www.boutique.ecpad.fr

Désignation de l'article	Prix unitaire TTC	Quantité	Montant TTC
Aviateurs, 75 ans d'aventures	19,90 €		
Total à payer			



Conformément à la loi informatique et Liberté du 6 janvier 1978 vous disposez d'un droit constant d'accès et de rectification aux informations vous concernant.
Les informations recueillies sont destinées à un usage interne.

Je souhaite recevoir gratuitement le catalogue 2010

90%

DES MILITAIRES ONT DÉJÀ CHOISI LA RÉFÉRENCE SANTÉ UNÉO, POUR EUX ET LEUR FAMILLE.

Forte de 640 000 adhérents et d'1,25 million de personnes protégées, la mutuelle santé Unéo protège les militaires des quatre armées et leur famille. 1^{re} mutuelle du ministère de la Défense et 2^e mutuelle de la fonction publique, Unéo propose une couverture santé performante, adaptée aux spécificités et aux exigences des métiers militaires.

C'est parce que vous assurez notre sécurité en France et à l'étranger qu'Unéo s'engage à vos côtés pour défendre votre santé.

IL Y A DES ALLIÉS SUR LESQUELS ON PEUT VRAIMENT COMPTER !

Unéo
48, rue Barbès
92542 Montrouge cedex
Tél. : 0 811 90 35 35 (prix d'un appel local)
www.groupe-uneo.fr



LA DÉFENSE DE VOTRE SANTÉ

Le général Giaume, inspecteur des armées

L'inspecteur des armées fait l'interface entre les chefs d'état-major des trois armées et le CEMA en matière de contrôle et d'inspection.

À quelles nécessités répond la création, en octobre dernier, d'une inspection des armées, alors qu'existaient des instances de ce type ?

L'inspection des armées (IdA) est née du regroupement de l'inspection des forces en opérations et de la défense du territoire (IFODT), de la branche audit et pilotage de l'état-major des armées et du Centre d'audit administratif et financier interarmées (CAAFI).

L'inspection des armées (IdA) est née du regroupement des fonctions de l'inspection des forces en opérations et de la défense du territoire (IFODT), de la branche audit de l'état-major des armées et du Centre d'audit administratif et financier interarmées (CAAFI).

L'inspection des armées a été créée en raison des nouvelles responsabilités organiques que le décret 2009-1177 du 5 octobre 2009 attribue au chef d'état-major des armées (Cema). Toujours à la tête de la conduite des opérations extérieures, le Cema est désormais également responsable de la préparation opérationnelle des unités et de leur soutien avec notamment la mise en œuvre des bases de Défense.

Les anciennes structures suffisaient quand il s'agissait d'inspecter les opérations extérieures et les installations prioritaires de défense. Mais, pour qu'il puisse exercer un pouvoir permanent de contrôle, il fallait une nouvelle organisation. La création de l'inspection des armées (IdA) répond à cette nécessité.

Elle est donc en charge de l'évaluation sur un très large spectre (opérationnel, organisationnel, administration, comptable, financier, budgétaire) des forces en opérations et de l'ensemble des organismes interarmées, comme la direction du renseignement militaire (DRM) ou les bases de défense.

Sa création permet d'exercer un travail en étroite collaboration entre les trois armées et l'EMA en matière de contrôle et d'inspection.

Comment s'organise la coordination des inspections et des audits avec les armées ?

Depuis la création de l'IdA, les échanges sont quasi mensuels avec les inspections terre, air, marine. Cette synergie préfigure ce qui se pas-

sera à Balard, en 2014 où les inspections seront géographiquement regroupées.

L'objectif est d'éviter que le même organisme, en métropole ou outre-mer, soit inspecté à quelques semaines d'intervalle par son armée de référence et par l'EMA.

Autre exemple, celui des bases de défense (BdD). Je demande actuellement à l'inspection de l'armée référente (dont l'effectif est majoritaire sur la BdD), de m'adjoindre un inspecteur pour m'éclairer sur les problématiques spécifiques de son armée. Le rapport d'inspection est ensuite envoyé à l'EMA, à l'armée référente et au chef



PHOTOS: BRUNO BIASUTTO / DICOD

de l'organisme inspecté. Cela permet d'avoir des échanges d'informations transverses de haute qualité. À l'avenir, nous devrions pouvoir effectuer une inspection en synergie sur une BdD : le régiment ou la base aérienne, par son inspecteur d'armée, le groupement de soutien et le commandant de la BdD, par l'IdA. Ou encore se confier mutuellement une inspection. Par exemple : il y a quelques mois je devais inspecter l'implantation militaire française des Émirats arabes unis (IMFEAU), un organisme interarmées. Ne pouvant m'y rendre, j'ai demandé à l'inspection ►

Le général Giaume.
« L'inspecteur des armées est en charge du contrôle des forces en opérations et de l'ensemble des organismes interarmées... »

► de l'armée de l'air d'y aller à ma place. L'inspection a été faite à mon profit, et un compte rendu m'a été adressé.

Quelles sont les cœurs de mission de l'inspection des armées ?

La première mission de l'IdA est d'inspecter et d'auditer. L'audit, qu'il soit administratif, comptable ou financier, s'appuie sur des faits concrets, sur des constats : comment cela marche, combien cela coûte ? L'inspection, au contraire, est plus subjective. Il s'agit d'évaluer comment sont appliqués les ordres et directives du Cema et de rencontrer le personnel lors de tables rondes, d'entretiens individuels et de réunions informelles dans les services. Les deux – audits et inspections – constituent donc un ensemble cohérent et performant.

Organisme indépendant directement rattaché au Cema, l'IdA effectue aussi à sa demande des études particulières. Actuellement, par exemple, nous en menons une sur le niveau intermédiaire, dont je dois bientôt rendre les conclusions.

En ce qui concerne les enquêtes de commandement, ordonnées par le Cema, nous n'intervenons que sur les théâtres d'opérations extérieures et dans les organismes interarmées. Un incident au Tchad, au Kosovo ou en Afghanistan

Militaires du rang et sous-officiers sont entendus par un sous-officier de l'inspection.



serait géré par l'IdA. En revanche, un incident qui se produit au sein d'un régiment sera suivi par l'inspection de l'armée de terre, car cette unité n'est pas un organisme interarmées.

Est-il possible de faire directement appel à l'inspecteur général des armées ?

D'une part, je peux proposer au Cema d'inspec-

ter un organisme interarmées, qui l'entérine ou non. D'autre part, un organisme peut demander, par le biais de l'EMA ou directement auprès de l'IdA, à être inspecté afin d'améliorer son fonctionnement.

Lors d'une inspection, je peux également être saisi directement par un personnel qui souhaiterait me rencontrer. Je m'assure au préalable que

« Je peux être saisi par une formation ou des personnels qui souhaiteraient me rencontrer. »

la personne a tout d'abord utilisé les différentes possibilités de concertation (commandant de formation, éventuellement inspection de son armée d'appartenance) et regarde quel en a été le résultat. Le plus souvent, c'est lors de mes déplacements que les personnels pren-

nent rendez-vous et je les reçois dans leur unité, lors de l'inspection. Actuellement, c'est plutôt le personnel civil qui demande à me rencontrer, car il est un peu inquiet de son avenir dans le cadre des restructurations ou des éventuelles externalisations.

Notre plus-value réside dans le fait que le personnel de l'IdA connaît de façon globale les problématiques interarmées. Néanmoins, il y a toujours une synergie très étroite avec les inspections des armées d'appartenance de la personne concernée. Nos organismes se complètent en tous points.

Quels sont les chantiers de l'inspection des armées pour l'année 2010 ?

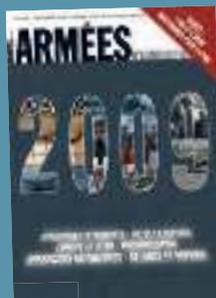
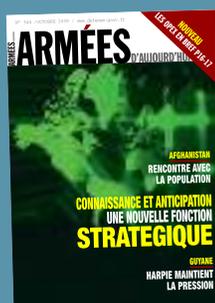
Les priorités inscrites au calendrier sont les théâtres d'opérations, la remise des rapports des inspections des 18 bases de défense, des études sur le niveau intermédiaire et la logistique interarmées des opérations extérieures... Je vais ensuite bientôt me rendre en Afghanistan, aux Antilles, puis au Kosovo. Voilà un programme bien chargé, mais qui est essentiel pour permettre au Cema et à l'EMA de prendre les décisions nécessaires avec le meilleur éclairage possible.

En tant que révélateur extérieur et neutre, l'IdA continuera de faire en sorte d'être à la fois les yeux et les oreilles du Cema. Quitte à mettre le doigt là où cela fait mal. Notre mission est de conseiller au mieux le Cema et l'EMA... sans oublier, bien sûr, les organismes inspectés !...

Propos recueillis par Anne-Lise Llouquet



Pour être au cœur de la défense



Chaque mois, découvrez nos **forces en action**, les enjeux de notre stratégie de défense, les facettes de l'industrie et des technologies de l'armement. Participez aux débats des armées et renforcez votre culture militaire. Avec ses 68 pages et sa version online, **Armées d'aujourd'hui** est le magazine indispensable de ceux qui veulent des repères pour la défense d'aujourd'hui.

Abonnement	Public			Personnel de la défense*		
	France	Dom-Tom par avion	International par avion	France	Dom-Tom par avion	International par avion
1 an (10 n°)	20 €	30 €	35 €	15 €	25 €	30 €
2 ans (20 n°)	35 €	55 €	65 €	25 €	45 €	55 €

* Personnel de la défense, réserviste, étudiant, lycéen, correspondant défense (sur justificatif).

Abonnez-vous !

BULLETIN D'ABONNEMENT

Nom et prénom Grade ou fonction

Adresse Localité Code postal

Renseignements statistiques

Âge Profession Secteur d'activité Nom de l'entreprise

Abonnement souhaité

Normal Spécial* France Étranger/Dom-Tom/Par avion

1 an 2 ans Nombre d'exemplaires

* Personnel de la défense, réserviste, étudiant, lycéen, correspondant défense (sur justificatif).

ARMÉES

D'AUJOURD'HUI

Joindre à la commande le règlement à l'ordre de : M. l'agent comptable de l'ECPAD, et envoyer celui-ci à : ECPAD / Service abonnements, 2 à 8 route du Fort / 94205 Ivry sur Seine CEDEX. Tél. : 01 49 60 52 44 - Fax : 01 49 60 59 92. Email : routage-abonnement@ecpad.fr

Les informations recueillies dans ce document sont nécessaires au traitement de votre commande et destinées à nos services internes. Elles ne sont en aucun cas communiquées et peuvent donner lieu au droit d'accès et de rectification prévu par l'article 27 de la loi du 6/01/1978.

Animé par des personnalités militaires et civiles, ce séminaire aborde les problématiques que les futurs chefs en opérations des forces terrestres sont susceptibles de rencontrer. Pour cette édition 2010, le théâtre afghan était le support des réflexions.

« **E**n tant que chef de Task Force, vous devez prendre le temps de développer votre connaissance de la population afghane, de votre environnement. Vous devez rencontrer cette population, discuter avec elle... » À l'état-major de force n° 1 de Besançon, plus de 40 officiers généraux français et étrangers écoutent attentivement le message vidéo. Il a été enregistré en Afghanistan, dans la province de Kapisa, au nord-est de Kaboul, par le général Marcel Druart, commandant la Task Force La Fayette. Cette vidéo est diffusée en ouverture de l'édition 2010 de Brigadex. « Ce séminaire est un espace de réflexion et d'échanges sur les conditions d'engagement et l'environnement d'une brigade interarmes, explique le général Olivier de Bavinchove, commandant l'état-major de force



SABRINA VINCENT / SIRPA TERRE

Brigadex, réflexion

de Besançon et organisateur de l'édition 2010. Cette année, le thème est centré sur les divers aspects de l'engagement des forces en s'inspirant du contexte général que vit la Task Force La Fayette. »

Pendant une semaine, les officiers généraux des forces terrestres débattent sur des sujets aussi divers que la relation du commandant de la force avec les alliés, les difficultés des engagements asymétriques, les relations avec la population ou la problématique des dommages collatéraux. Des officiers généraux de l'armée

de l'air, de la marine et sept officiers généraux étrangers (anglais, américain, italien, belge, néerlandais, allemand et espagnol). Des représentants du ministère des Affaires étrangères sont également présents pour apporter leur expérience. Quatre groupes sont formés avec, pour chacun d'entre eux, un officier général en deuxième section (retiré du service actif) placé en qualité de mentor. « Nous ne dogmatisons pas les règles de la fonction de chef des opérations, explique le général Jean-Claude Thomann, un des mentors de Brigadex 2010

Répartis en quatre groupes de travail, les 40 officiers généraux ont pu écouter les interventions de diplomates, d'historiens et de journalistes.



sur l'action en opérations

et créateur de ce séminaire. *Notre rôle est de partager avec les stagiaires – parfois de jeunes généraux – notre expérience du terrain et du combat. J'ai, par exemple, dû affronter un phénomène de guérilla au Tchad. Même si la situation en Afghanistan ne ressemble à aucune autre, je suis en mesure d'apporter des éléments qui peuvent alimenter la réflexion des stagiaires.* »

Brigadex permet d'enrichir la réflexion des futurs commandants en opérations, en les amenant à confronter leurs idées sur les enjeux de

Un groupe est aussi désigné pour réfléchir du point de vue de l'adversaire.

leur mission et la complexité des situations auxquelles ils seront confrontés. « *Le principe est simple, poursuit le général Thomann : plus ils ont de connaissances et de background, meilleure sera leur réaction face à l'imprévu.* »

Chaque séance de travail se conclut par une restitution en salle plénière, où un rapporteur présente à ses pairs le fruit de la réflexion de son groupe. « *Pour approfondir la réflexion, un groupe est également désigné, sur chaque thématique, pour réfléchir du point de vue de l'adversaire* », explique le général de Bavinchove. ▶



SABRINA VINCENT / SIRPA TERRE

► Référence au penseur chinois de l'Antiquité Sun Tzu, qui préconise dans son *Art de la guerre* d'observer l'ennemi pour connaître ses qualités et ses défauts, cette dimension permet de faire apparaître d'autres problématiques. « *Puis-je avoir totalement confiance dans les hommes des forces nationales du pays où je suis déployé ? L'information que je leur communique est-elle sécurisée ? En cas de dommages collatéraux, la population peut-elle se retourner contre nous ?...* » Les questions fusent autour de la table et, même si elles ne comportent pas de réponse définitive, elles ont le mérite de susciter la discussion et d'analyser les différents scénarios possibles.

Concluant le séminaire, le général Jean-Louis Georgelin, chef d'état-major des armées, a présenté le processus de la décision politico-militaire en France. Il a également évoqué les relations entre le chef d'état-major et ceux qui ont la responsabilité de commandement sur les théâtres d'opérations.

Brigadex est aussi l'occasion d'échanger avec des personnalités civiles. Paul Jean-Ortiz, directeur des relations Asie-Océanie au ministère des Affaires étrangères, est notamment venu présenter l'environnement du théâtre afghan et sa perception des actions militaires sur place. Les généraux ont également rencontré des

Si les questions ne donnent pas de réponse définitive, elles ont le mérite de susciter la discussion.



SEBASTIEN LAFARGUE / ECPAD

Un message vidéo du général Marcel Druart (ci-dessus), commandant de la Task Force La Fayette, en Afghanistan, était diffusé en ouverture du séminaire.

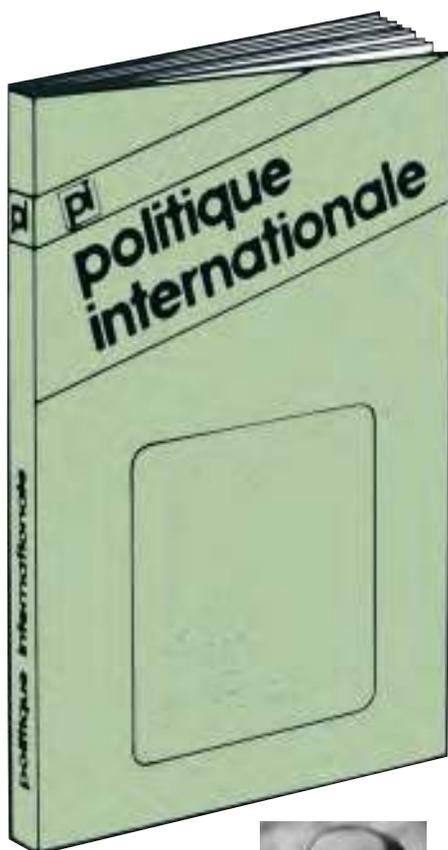
journalistes, dont Patricia Allemonière, chef du service étranger-Défense de TF1 et LCI, qui a évoqué les contingences du métier de reporter de guerre. À chaque fois, un point de vue ou une expérience ouvrent de nouvelles problématiques.

« *Nous réfléchissons mieux à plusieurs que seuls, c'est une certitude*, commente le général Pierre Chavancy, commandant de la 3^e brigade mécanisée de Limoges et futur commandant de la TF Lafayette à partir du mois d'avril prochain. *Je me prépare à mon commandement depuis plusieurs mois. J'ai passé une semaine dans le Nord-Est de l'Afghanistan pour m'acclimater et j'accumule le plus de renseignements possible. Je lis beaucoup d'ouvrages sur l'histoire et la géographie du pays. Je parle aussi régulièrement avec des officiers, notamment de l'état-major des armées, auprès de qui je viens chercher conseil. Brigadex complète parfaitement ma réflexion personnelle, et je prends conscience que la fonction de commandant de TF requiert aussi des qualités de diplomate et de négociateur, que ce soit pour traiter avec nos alliés ou avec la population locale.* »

Espace de réflexion privilégié, Brigadex est un outil précieux qui sera reconduit l'année prochaine. ■

Arnaud Hunter-Rousselle

les grands de ce monde s'expriment dans



Fidel
CASTRO



Hillary
CLINTON



Hugo
CHAVEZ



Tony
BLAIR



José Manuel
BARROSO



Hosni
MOUBARAK



Benjamin
NETANYAHOU



Silvio
BERLUSCONI



Angela
MERKEL



Nelson
MANDELA



DALAI
LAMA



Nicolas
SARKOZY



Otto
de HABSBOURG



Mikhail
GORBATCHEV

politique internationale

*la revue indispensable à ceux qui s'intéressent
aux grands problèmes internationaux*

Fondateur et Directeur : Patrick Wajzman



Déminage dans le lagon néo-calédonien

Une vaste opération de déminage du lagon de Nouvelle-Calédonie a été conduite pendant deux semaines, en novembre dernier, par un état-major français de guerre des mines. Baptisée Lagoon Minex, elle a rassemblé, pour la première fois, des spécialistes français, américains, australiens et néo-zélandais du déminage sous-marin. Au total, 300 militaires, dont 50 plongeurs, une dizaine de

navires, des drones sous-marins et quatre dauphins de l'US Navy dressés pour la détection d'explosifs ont été mobilisés contre ces vestiges dangereux de la seconde guerre mondiale.

Le déploiement est entré en phase opérationnelle le 13 novembre après une semaine d'entraînement. Sur 631 échos radars, 149 mines ont été identifiées et 70 éliminées. L'état-major a choisi deux procédés : l'océanisation et le pétardement. Le



Deux plongeurs s'apprêtent à faire exploser une mine de la deuxième guerre mondiale. 70 mines ont été neutralisées durant l'opération de novembre dernier.

premier est l'immersion des mines par grand fond. Il a été retenu comme le principal mode opératoire mais, dans certains cas, les démineurs ont préféré utiliser le pétardement. Cette technique, qui consiste à faire exploser une mine, est utilisée en dehors des voies de navigation principales et des zones fréquentées.

Environ 1 600 mines reposent encore dans les eaux du lagon néocalédonien, chacune contenant 200 à 300 kilos d'explosif, potentiellement instable. Elles ont été déposées en 1942 par la marine australienne alors que la bataille du Pacifique faisait rage. Seule une minorité sera neutralisée à la fin de la seconde guerre mondiale. Ces dernières années, plusieurs actions ont été menées, dont la plus récente,

organisée en 2004 par les Français, a permis de traiter une soixantaine de mines dans les chenaux d'accès au port de Nouméa. Ces opérations sont d'autant plus délicates qu'une partie du lagon est inscrite au patrimoine mondial de l'humanité et que la fréquentation de la zone n'a cessé d'augmenter, notamment en raison du développement économique de l'archipel et de l'essor des sports nautiques.

L'opération Lagoon Minex a permis en outre de cartographier les fonds calédoniens avec plus de précision et de préparer ainsi des actions futures. Elle sera certainement renouvelée en 2011 et pourrait, à terme, être programmée tous les deux ans. ■

Samantha Lille

Faire le plein en Afghanistan

Faire parvenir les carburants au plus vite auprès des forces, telle est la mission du service des essences des armées. Une mission difficile dans un pays dépourvu d'infrastructures et de ressources propres.

Cent vingt mille litres, c'est la quantité de carburant que les forces françaises opérant en Afghanistan consomment en moyenne chaque jour. Ravitailler les avions et véhicules en temps et en heure est la mission du service des essences des armées (SEA). Une tâche ardue, dans un pays où manquent les infrastructures pétrolières

(raffineries, oléoducs) et où le réseau routier, peu développé, est en mauvais état. « *L'Afghanistan est un terrain difficile, sans ressources propres, où il faut tout importer*, explique le lieutenant-colonel Le Livec, chef de section soutien des forces à la direction centrale du SEA.

Le carburant provient principalement du Pakistan, au sud, et du Turkménistan, au nord. » La recherche de carburant constitue donc la première phase du travail du SEA.

« *Nous devons acheter des volumes, des qualités et des produits précis – gazole pour les véhicules, carburacteur pour les avions, essences pour les drones – dans un secteur où les prix, très volatils, sont réévalués chaque mois*, annonce le capitaine Pichard, chef de section marché. *En outre, les grands groupes*

pétroliers ne sont pas présents en Afghanistan. Au début, nous nous sommes trouvés face à des sociétés ayant peu d'expertise. » C'est pourquoi il est préférable de disposer de deux fournisseurs pour pouvoir répondre à un même besoin, car une défaillance du titulaire d'un marché de fourniture de carburant est toujours possible. Dans certains cas, le SEA peut se greffer sur des contrats passés par l'Otan.

Quant à l'acheminement des commandes à travers le pays, il est effectué en camion par des transporteurs privés qui les convoient jusqu'aux divers centres de stockage du SEA, en fonction des nécessités, qu'il faut apprécier au fur et à mesure.

Si, dans l'ensemble, l'appréciation des besoins – et donc les marchés à passer avec les compagnies pétrolières – peut se faire à partir de la France, les quantités à distribuer et les modalités d'acheminement ne peuvent être évaluées que dans le pays même. « *Quand il s'agit d'une opération d'envergure comme celle menée en Afghanistan, notre conseiller pétrolier au Centre de planification et de commandement des opérations décide de l'importance du détachement du SEA qu'il conviendra d'envoyer*, explique le lieutenant-colonel Le Livec. *Ainsi, des officiers du SEA peuvent se joindre aux équipes de reconnaissance pour recueillir les éléments de terrain indispensables à un soutien efficace des troupes.* »

Pour le théâtre afghan, le SEA détache 29 personnes. Principalement au camp de Warehouse, dans la capitale, où siège le quartier général de la Force internationale d'assistance à la sécurité, à laquelle la France participe, mais aussi auprès de l'Alat (aviation légère de l'armée de terre), sur l'aéroport de Kaboul. ▶



V. LARUE / ECPAD

Prélèvement pour analyse. Les compagnies pétrolières de la région se fournissent souvent en Europe de l'Est, où la qualité du carburant est inégale.

► Quelques éléments se rendent sur les bases avancées de Nijrab et Tora, à une centaine de kilomètre de Kaboul.

Lorsque le carburant arrive à destination, une autre mission importante commence pour le SEA, comme l'indique l'ingénieur en chef de deuxième classe Maillot. « *Obtenir les volumes nécessaires est une chose, encore faut-il que la qualité du carburant soit au rendez-vous. Car elle est essentielle pour le bon fonctionnement et la sécurité du matériel. Elle fait donc l'objet d'analyses en permanence.* »

En effet, hormis l'essence des drones, qui parvient en très petits volumes

de France et fait l'objet d'un contrôle qualité en métropole, les autres produits (gazole et carburéacteur) sont soumis à plusieurs analyses. Le carburéacteur, notamment, est finement surveillé, car les fournisseurs locaux s'approvisionnent en Europe de l'Est et sa qualité est variable. Quant au gazole, les hivers étant très rigoureux, une surveillance accrue est nécessaire pour éviter que les véhicules soient immobilisés à cause d'un carburant gelé. En effet, le gazole conforme aux « spécifications locales » est parfois d'une qualité médiocre, avec des indices de cétane en deçà de ceux utilisés en France. « *Mais on préfère avoir ce gazole que rien du tout !* », reconnaît l'ingénieur en chef.

Entre son achat et son utilisation, le carburant doit être analysé pour que soit validé le certificat de qualité accompagnant les cargaisons. Jusqu'à présent, ces analyses étaient effectuées au labo-

Avec les hivers rigoureux qui risquent d'immobiliser les véhicules, il faut surveiller la qualité du gazole.



Laboratoire d'analyses. Le carburant doit être analysé entre son achat et son utilisation. Au-dessus : Convoi du service des essences en route vers la base de Nijrab.

BCH COLOMER / SEA

Le SEA poursuit sa modernisation

La fonction pétrolière des armées engage actuellement une profonde transformation, essentiellement en concentrant sa structure et en l'articulant sur la composante intervention. Avec un effectif, en baisse, limité à 2350 personnes, elle pourra projeter immédiatement 750 hommes, contre 550 auparavant.

Ce résultat est rendu possible en actionnant trois leviers :

- tout d'abord, en poursuivant la militarisation de la ressource humaine. En 2014, les militaires représenteront 65% de l'effectif ;
- ensuite, en rationalisant les moyens et l'organisation. D'une part, en procédant à la fermeture de 18 dépôts (154 000 m³), d'autre part en

faisant disparaître le niveau intermédiaire régional au profit d'un échelon à compétence nationale ;

– enfin, en réunissant les compétences pétrolières du ministère dans un ensemble optimisé et cohérent : le soutien pétrolier de la Flotte est rattaché au SEA.

Ce format et cette réorganisation renforcent la réactivité du SEA. Ils dotent en outre la Défense d'un opérateur unique détenant l'expertise requise et les moyens nécessaires pour assurer, à un juste niveau de suffisance, le soutien pétrolier des trois armées, des directions et des services.



V. LARUE / ECPAD

ratoire du SEA de Marseille (LSEA), mais les délais – de quinze jours à un mois suivant les rotations aériennes –, peu compatibles avec les exigences opérationnelles, ont conduit le SEA à déployer un laboratoire de campagne sur zone, afin de gagner un temps précieux dans la réalisation de la mission. « *Le laboratoire mobile du SEA (LMSEA), aérotransportable, est composé de deux conteneurs, l'un constituant la partie laboratoire proprement dite, le second comprenant le groupe électrogène et une zone de stockage de matériels. Cette configuration rend l'ensemble complètement autonome et apte à être déployé sur tout théâtre d'opérations. Un brigadier-chef de notre service est capable d'armer et de maintenir en condition ce laboratoire de campagne* », précise l'ingénieur principal Guéneuquès-Chevallier, chef de section technique-développement au SEA.

Il est donc désormais possible de disposer, très rapidement, des informations sur la qualité des carburants et de déceler les éventuelles altérations. Le LMSEA a la capacité théorique de réaliser une demi-douzaine d'analyses chaque jour. ■

Guillaume Claret

MAGAZINE

AVEC LA REVUE D'ÉTUDES, ENRICHISSEZ VOTRE RÉFLEXION CHAQUE MOIS...



- Les points forts de l'actualité
- L'étude d'une région du monde
- Des fiches de lecture
- Des points de vue
- Des conseils bibliographiques...

ABONNEZ-VOUS :
 6 mois soit 6 n° pour 35€
 1 an soit 12 n° pour 60€

Revue d'Études
 Tél : 0825 800 735 - contact@revue-d-etudes.fr
 www.revue-d-etudes.fr

demos GROUP

Vous préparez un examen ou un concours du ministère de la défense ?



Personnels militaires et civils :
Armée de terre, Armée de l'air, Marine nationale, Gendarmerie nationale, Services communs...

www.revue-d-etudes.fr
 Tél : 0825 800 735

Faites confiance à la Revue d'Études qui organise ces préparations à distance depuis près de 100 ans !

REVUE D'ÉTUDES 20 rue de l'Arcade 75008 Paris
 contact@revue-d-etudes.fr

demos GROUP

SAMANTHA LILLE

LE GÉNÉRAL GEORGELIN FAIT SES ADIEUX AUX ARMES

Le 23 février, le président de la République a présidé, à l'Hôtel national des Invalides, la cérémonie d'adieu aux armes du général Jean-Louis Georgelin, chef d'état-major des armées (Cema) depuis octobre 2006. Après avoir rappelé l'implication totale du Cema dans la conduite des opérations et la préparation de l'avenir, Nicolas Sarkozy a

salué « un chef juste, exigeant, attaché à faire progresser ses subordonnés et à partager avec eux la haute idée qu'il se fait du métier de soldat ». Après quarante-deux années passées au service des armes de la France, le général Georgelin a quitté ses fonctions de chef d'état-major des armées le 24 février à minuit.



HERVÉ MORIN REÇOIT ROBERT GATES

Le ministre de la Défense, Hervé Morin, a rencontré son homologue américain, Robert Gates, le 8 février, à Paris. Les deux hommes ont abordé le dossier iranien et ont réitéré leur ferme intention de faire respecter le traité de non-prolifération nucléaire. Par ailleurs, le secrétaire américain à la Défense a souligné l'import-

tance de l'engagement de la France en Afghanistan aux côtés des troupes de la coalition. Le ministre français avait annoncé, lors de la réunion informelle des ministres de la Défense de l'Otan, le 5 février, l'envoi de 80 instructeurs supplémentaires OMLT (Operational Mentoring Liaison Team) en Afghanistan.

FRANÇOIS FILLON EN VISITE EN AFGHANISTAN

Le Premier ministre, François Fillon, accompagné du général Jean-Louis Georgelin, chef d'état-major des armées, s'est rendu le 11 février en Afghanistan. Après une entrevue avec le président afghan Hamid Karzai, François Fillon a été reçu par le général américain Stanley Mac Chrystal, commandant de la Force internationale d'assis-

tance à la sécurité (FIAS) de l'Otan. Lors de son discours devant l'ensemble du groupe-tactique interarmes (GTIA) Kapisa, le Premier ministre a rappelé l'engagement de la France en Afghanistan, sa volonté de conduire la mission à son terme et de maintenir la présence française tant que les circonstances l'exigeront.



LA DGA LIVRE SES QUATRE PREMIERS ARAVIS

La direction générale de l'armement (DGA) a livré, le 19 janvier, à l'armée de terre, ses quatre premiers véhicules blindés hautement protégés Aravis sur les 15 commandés en avril 2009, au groupe d'armement Nexter Systems. Ce blindé de 12,5 tonnes aérotransportable est doté d'un très haut niveau

de protection contre les mines et les engins explosifs improvisés (EEI). Aravis est équipé d'un tourelleau téléopéré armé d'une mitrailleuse de 12,7 mm et peut transporter jusqu'à sept combattants des unités du génie. La livraison des onze autres véhicules est prévue d'ici à fin avril.

HONNEURS AUX GENDARMES MORTS EN SERVICE

Onze militaires de la gendarmerie nationale ont perdu la vie en mission en 2009 et trois depuis le 1^{er} janvier 2010. Le 16 février, un hommage leur a été rendu à Paris et dans chaque département de France. Les ministres de l'Intérieur et de la Défense, Brice Hortefeux et Hervé Morin, ont coprésidé la

cérémonie dans la cour d'honneur des Invalides, en présence du général Roland Gilles, directeur général de la gendarmerie nationale. Après un salut au drapeau et la revue des troupes, Brice Hortefeux a exprimé son soutien aux familles des victimes et a salué le courage et le dévouement des gendarmes.



R. PELLEGRINO / ECPAD



J. ROBERT / DMIPA

65^E ANNIVERSAIRE DE LA LIBÉRATION D'AUSCHWITZ

Pour célébrer le 65^e anniversaire de la libération d'Auschwitz, le secrétaire d'État à la Défense et aux Anciens Combattants, Hubert Falco, a conduit, le 27 janvier, une délégation française de 180 personnes en Pologne. Accompagné notamment de Simone Veil, Serge Klarsfeld, de parlementaires et d'une trentaine de lycéens, il a visité le camp et l'exposition sur les

76 000 déportés français. Très ému, Hubert Falco a rappelé que « *le nom d'Auschwitz est gravé dans la conscience humaine comme une marque indélébile* ». Dans l'après-midi, une partie de la délégation a assisté aux commémorations officielles en présence du Premier ministre israélien pendant que les autres membres se rendaient au camp de Birkenau.

POSE DE LA PREMIÈRE PIERRE DE LA CRÈCHE GINOUX

Le directeur des ressources humaines du ministère de la Défense, Jacques Roudière, et le directeur central du service d'infrastructure de la Défense, le Général Gérard Vitry, ont posé, le 10 février, la première pierre de la future crèche Ginoux, à Paris. Cet établissement s'inscrit dans la politique en faveur de la petite enfance

mise en œuvre par le ministère. La structure, d'une capacité de 52 places, ouvrira ses portes en septembre, à Balard, dans le xv^e arrondissement de Paris. Le dispositif sera complété par l'ouverture de structures de 60 places à Arcueil, dans le Val-de-Marne, à l'horizon 2011, ainsi qu'à Versailles pour la rentrée 2012.



SGA / DRHMD



C. CAMBOISE / SIRPA AIR

LA DGA COMMANDE 680 KITS DE BOMBES AÉRIENNES PROPULSÉES

La direction générale de l'armement (DGA) a notifié à la société Sagem (groupe Safran) un contrat d'acquisition de 680 kits d'armement air-sol modulaire (AASM). Cela porte à 1 424 le nombre total de kits AASM commandés pour équiper les avions de combat Rafale de l'armée de l'air et de la marine nationale. Cet ensemble per-

met de tirer à distance de sécurité de la cible (plus de 50km) hors de portée des défenses sol-air adverses, dans toutes les conditions météorologiques, de jour comme de nuit. En dotation depuis 2007, la version à guidage inertiel/GPS de l'AASM a été utilisée avec succès, à plusieurs reprises, en Afghanistan.

OPEX :

LA RELÈVE p. 42

Rester réactif jusqu'au passage de témoin

LE SAS p. 44

Dernière mission : évacuer le stress

TRAUMAS # 1 et 2 p. 46

Du théâtre à la rééducation : la chaîne des soins... Prendre en compte les blessures invisibles

RETEX p. 50

Harfang : exploiter un an d'enseignements

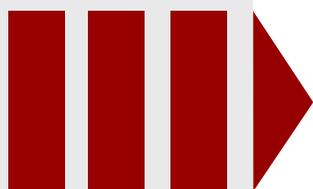
TÉMOIGNAGES p. 52

Huit paroles d'après-mission

DOSSIER RÉALISÉ PAR CARINE BOBBERA
CYNTHIA GLOCK – YANN BRAND



JOHANN PESCHEL / ECPAD



RÉUSSIR LE



RETOUR DE MISSION

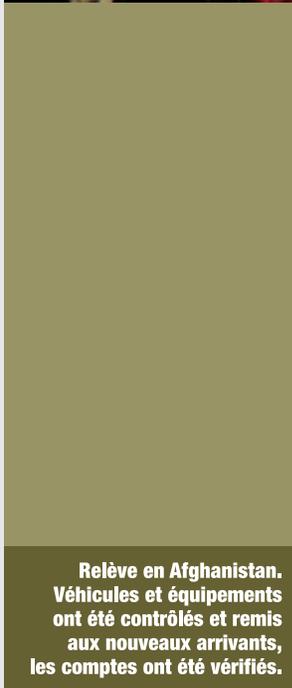


«
Lorsque vient le temps de quitter le théâtre d'opérations, il faut rester mobilisé et aider les nouvelles unités à travailler dans les meilleures conditions.

a sent bon la fin de mission», peut-on entendre parmi les deux cents soldats qui, sac sur le dos et képi à la main, s'avancent sur le tarmac de la base militaire de Bagram, en Afghanistan. Devant eux, l'avion qui, dans moins d'une

heure, les emportera loin des montagnes afghanes. Jusqu'à la fin janvier, et depuis plus de six mois, ces hommes, principalement issus du 2^e Régiment étranger d'infanterie (REI), ont armé le groupement tactique interarmes (GTIA) Surobi, au sein de la Task Force Lafayette. Sur le tarmac, ils croisent ceux du 2^e Régiment étranger parachutiste (REP), les derniers arrivants de leur relève. Au total, ce sont 850 militaires qui rentrent au pays, et à peu près autant qui arrivent sur le théâtre, en six VAM (rotation par voie aérienne militaire) étalées tout au long du mois de janvier.

«*Le fait d'être en relève doit être transparent pour ce qui est de la continuité de la mission*», explique le capitaine R., commandant d'unité d'une compagnie de combat du 2^e REI. Soixante-douze heures plus tôt, ses hommes et lui étaient encore déployés sur la base avancée Rocco, au cœur de la vallée d'Uzbeen. «*Nous avons gardé une capacité de réaction rapide jusqu'au bout et les sections ont continué à patrouiller dans le secteur.*» Le mot d'ordre: rester mobilisé tout en aidant la nouvelle unité à s'installer et à commencer le travail dans les meilleures conditions. «*Une des quatre sections de ma compagnie a quitté le territoire*



Relève en Afghanistan. Véhicules et équipements ont été contrôlés et remis aux nouveaux arrivants, les comptes ont été vérifiés.

Rester réactif

dans la première VAM début janvier, poursuit le capitaine. Elle a été remplacée par une section du 2^e REP, que j'avais temporairement sous mon commandement.» À la seconde rotation, le capitaine commandait deux de ses sections, plus deux sections du 2^e REP, et ainsi de suite jusqu'à l'arrivée du nouveau commandant d'unité. «*Mon successeur du 2^e REP est d'abord resté en observation. Un mois avant son départ, je lui avais envoyé tous les éléments de situation lui permettant d'appréhender rapidement sa mission.*» Après un «*tuilage*» de trois jours durant lesquels il a transmis au nouveau venu l'expérience acquise pendant six mois, le capitaine R. s'est progressivement effacé, jusqu'à passer la main.

«*Ce tuilage s'est terminé par une grande shura [assemblée d'autorités et d'habitants], que nous avons organisée à Rocco, ajoute le capitaine R. Une centaine de personnes, dont toutes les autorités de la province ainsi que le gouverneur de Kaboul, avaient fait le déplacement.*» Car il n'y a pas que les aspects purement opérationnels à prendre en compte. «*Pendant six mois, nous avons travaillé aux côtés des forces de sécurité afghanes, des maleks [chefs de village] et des habitants de la province de Surobi, explique le colonel Durieux, chef de corps du 2^e REI. Il était primordial de leur présenter notre relève et de les rassurer sur le fait que tout ce qui a été entrepris perdurera avec le 2^e REP.*»

LA RELEVÉ

jusqu'au passage de témoin



JOHANN PESCHEL / ECPAD

Parallèlement aux mouvements de personnels, la logistique de départ s'organisait sur les emprises du GTIA. Gilets pare-balles, casques et munitions étaient redistribués aux arrivants. Tentes, lits picots et autres équipements de soutien étaient contrôlés et remis en état. Enfin, les véhicules et les blindés changeaient de mains. « *Un gros travail de vérification des comptes a été entrepris dès le début de la relève* », se souvient le sergent-chef chargé du transit de fret. Au total, le GTIA repart avec quatre-vingt-dix tonnes de fret, soit onze containers, pour lesquels a été affrété un avion cargo-porteur.

L'avant-veille, ils étaient encore déployés dans la vallée d'Uzbeen.

De cette opex, les militaires se souviendront certainement longtemps. « *Nous venons de passer les six mois les plus intenses de nos expériences militaires*, déclarera le colonel Durieux

lors de la cérémonie de départ. *Nous repartons plus riches humainement et professionnellement qu'à notre arrivée.* » Pour l'instant, c'est aux cinq semaines de permissions qui les attendent que les hommes songent. Maintenant que le départ se concrétise,

l'impatience est palpable. Dans l'avion qui va bientôt décoller, les conversations s'animent et le sourire est sur toutes les lèvres. « *Dans une semaine, je serai chez mes parents, au soleil de Madagascar* », se réjouit un jeune légionnaire. « *Je vais enfin retrouver ma femme et découvrir mon dernier-né. Il vient d'avoir deux mois* », réalise un autre, en jetant un dernier regard par le hublot sur les sommets enneigés qui s'éloignent. Cette fois, c'est sûr, la mission est derrière eux... Enfin, presque. Car avant de fouler le sol français et rejoindre leurs proches, les légionnaires doivent encore transiter par Chypre, pour un « sas de fin de mission » de quarante-huit heures... ■

Cynthia Glock



L'Opex ne s'achève qu'après le « sas de fin de mission ». Une transition de deux jours loin du théâtre pour perdre les réflexes acquis au combat.

Les deux cents militaires qui viennent juste de débarquer à l'aéroport de Chypre ont passé plus de six mois en Afghanistan. Leur mission ne s'achèvera que dans trois jours. Auparavant, ils doivent passer par le « sas de fin de mission ». Objectif de ce séjour dans un hôtel de Paphos, dans le sud de l'île : perdre les mécanismes de combat développés pendant l'opex et prendre conscience des effets possibles du stress accumulé pendant leur mission (voir p. 48-49). Les OMLT (*operational mentoring and liaison team*) ont été les premières unités à expérimenter ce « caisson de décompression » en juin dernier. L'état-major des armées a étendu le concept à toutes les unités combattantes de retour d'Afghanistan. Le 2^e Régiment étranger d'infanterie est ainsi passé par Paphos, en janvier dernier, par rotations d'environ 200 hommes.

Arrivés à l'hôtel au milieu de la nuit, les militaires gagnent leurs chambres, où ils sont logés par deux. « *Grand luxe* », sourit un légionnaire, en découvrant les lieux. Un enthousiasme teinté de scepticisme. « *Mais bon, je serais aussi bien chez moi...* » Peu habitués à ce concept de sas, même si le principe des sorties « cohésion » pour la détente collective en retour de mission n'est pas nouveau, beaucoup de militaires sont dubitatifs. C'est la première fois que le principe est institutionnalisé et formalisé, pour permettre aux militaires de « décompresser », et aussi pour

Séance de « technique d'optimisation du potentiel ». Il faut parvenir à un état où le relâchement musculaire est complet.

Dernière miss



les sensibiliser aux éventuels effets psychologiques que la mission a pu avoir sur eux. « *Basculer d'une situation opérationnelle à la vie ordinaire en quelques heures peut être difficile, pour le militaire comme pour sa famille*, explique le lieutenant-colonel Rodrigo, en charge du sas à Paphos. *Ce sas fait partie intégrante de l'opex, qui se termine quand ils rentrent en France.* »

Le matin, les militaires se retrouvent dans le hall de l'hôtel en tenue de sport réglementaire et sont répartis par groupes. « *Il est important de ne pas scinder les sections*, explique le lieutenant-colonel Rodrigo. *Ce qu'ils ont vécu, ils l'ont vécu ensemble* ». Pour l'un des groupes, la matinée commence par le

débriefing de fin de mission, mené par un psychologue. « *Nous ne sommes pas là pour faire une psychanalyse*, déclare-t-il en préambule. *Ce n'est pas non plus une réunion syndicale. Et surtout, ce n'est pas une enquête de commandement. Tout ce qui se dit ici reste ici.* » Les soldats se présentent. « *Caporal-chef T., 24 ans, servant sur MILAN [missile d'infanterie léger anti-char].* » « *Caporal R., 19 ans, pilote de VAB [véhicule de l'avant blindé]. C'est ma première opex...* »

Une heure et demie durant, ils vont remonter le fil des six mois écoulés. Le début est hésitant, puis la parole se libère. Les souvenirs marquants, positifs comme négatifs, remontent au fil des échanges. Le psychologue précise

ion : évacuer le stress



JOHANN PESCHEL / ECPAD

que, s'ils le souhaitent, ils peuvent être reçus en entretien individuel. Une vingtaine d'hommes fera la démarche. Sorte de référent en matière de maintien en condition physique et psychologique du personnel, un officier « environnement humain » leur délivre ensuite une « information post-opex ». « Votre cerveau a gravé une masse considérable d'informations, explique le capitaine Wasselin. Rester vigilant en permanence, être conscient du danger, faire taire ses émotions, tout cela génère des changements. Certains sont visibles, comme le fait de maigrir ou de se faire des cheveux blancs. D'autres, non. Mon rôle est de vous alerter sur de possibles effets comportementaux et psychologiques. » Des légionnaires

se montrent un peu sarcastiques, abritant leur pudeur derrière l'humour : « On n'est pas fous, mon capitaine, on ne fait que notre métier. Vous ne devriez pas perdre votre temps avec nous... » « Vous savez qu'on n'a pas l'habitude de se confier, lance pourtant l'un d'eux. Un gars ne dira jamais qu'il ne va pas bien, par fierté ou par peur d'être stigmatisé. » « Mais il le fait toujours savoir indirectement, rétorque le capitaine. Il s'isole, il est agressif, il boit trop. Et ça, vous pouvez le détecter. C'est ce dont je veux vous faire prendre conscience. » L'officier ajoute que « les situations de combat engendrent forcément du stress. Plus ou moins, selon les individus, mais c'est une réaction physiologique normale. »

D'où les séances de techniques d'optimisation du potentiel, ou TOP, délivrées par des moniteurs de sport militaires. Proches de la relaxation, elles apprennent à respirer pour évacuer le stress. « La tension physique est toujours liée à la tension psychologique, explique un moniteur. Les militaires travaillent

jusqu'à arriver à un état de relâchement musculaire complet. « Maintenant que vous connaissez ces techniques, vous pourrez les utiliser, sur le terrain ou le soir avant de vous endormir. »

Une heure et demie durant, ils remontent les six mois écoulés.

D'autres activités, plus ludiques

mais utiles à la décompression, sont possibles : massages thérapeutiques du dos, sauna, sport en salle, piscine. Une courte croisière au large de l'île est prévue ainsi qu'une visite de la ville avec un guide chypriote. « Ce traitement exceptionnel, souligne le commandant Tremblay, est aussi une manière de valoriser la mission que ces militaires viennent d'accomplir. Les conforter dans l'idée qu'ils ont fait du bon travail, sur le théâtre d'opérations le plus difficile que nos armées connaissent actuellement. »

Le soir, les uns font des plans pour les vacances, accoudés au bar, d'autres se plongent dans leurs écrans d'ordinateur, en visioconférence avec femme et enfants. Assis au piano à queue dans le hall, un sergent joue un air classique. Chacun à sa manière fait son premier pas dans la vie ordinaire. Dans quelques heures, ils feront le second, en France. Avec leurs proches. ■

Cynthia Glock



De l'intervention d'urgence sur place aux hôpitaux de métropole, la prise en charge des blessés en opération est continue.

lors qu'il participait à une opération de déminage au Liban, l'explosion accidentelle d'une mine a fait basculer la vie de Stéphane. « Bilan : une main détruite et l'œil gauche perdu d'entrée de jeu. J'ai été rapatrié au

bout de soixante-douze heures à l'hôpital Percy », témoigne le soldat. Sur le théâtre d'opérations, l'antenne chirurgicale prend en charge les blessés les plus graves pour limiter les séquelles fonctionnelles. L'enjeu est surtout que le soldat blessé supporte une évacuation sanitaire aérienne. À bord de l'avion, tout est organisé pour assurer la continuité de la prise en charge des blessés les plus graves et des soins, jusqu'à ce qu'ils parviennent à l'infrastructure hospitalière de métropole.

La majorité des blessés en opérations extérieures sont orientés sur l'hôpital d'instruction des armées (HIA) Percy, dans la région parisienne. « Cet hôpital a été conçu comme un centre de traumatologie », explique le professeur Sylvain Rigal, chef du service de chirurgie orthopédique et traumatologique. *Toutes les spécialités susceptibles d'intervenir sur le blessé en opération s'y trouvent rassemblées. Dès son arrivée, nous refaisons un diagnostic complet. La première semaine, nous essayons de résoudre la majorité des pathologies de façon définitive. Mais parfois, les associations de lésions entraînent des hospitalisations longues* ».

DR

Du théâtre à la réédu



Séance de kiné à Percy, dans la région parisienne. La majorité des blessés en opération sont dirigés sur cet hôpital d'instruction des armées.

TRAUMA # 1

Convalescence : la chaîne des soins

Après que les opérations lourdes ont été réalisées, et si l'état du patient le permet, la rééducation peut commencer. Avec des durées inégales, selon les pathologies. « On voit parfois des patients encore deux, trois ans après leur admission initiale. Même s'ils habitent à l'autre bout de la France, certains reviennent pour suivre leur rééducation dans nos services », commente le professeur Éric Lapeyre, chef du service de médecine physique et de réadaptation. Composée d'une soixantaine de personnes, le service de rééducation de Percy comprend des kinésithérapeutes, des ergothérapeutes, des psychomotriciens, des orthophonistes, des psychologues, etc.

« La première partie de ma convalescence s'est déroulée dans le service ORL, c'est là qu'ils ont sauvé mon œil droit, ce qui n'était vraiment pas gagné au début. Je leur tire mon chapeau. Voir, c'est la vie. Rien que pour ça, je leur suis extrêmement reconnaissant, témoigne Stéphane. La deuxième partie se fait dans le service de rééducation fonctionnelle. C'est surtout du travail de relatéralisation, un apprentissage de la dextérité de la main gauche. Je dois réapprendre à écrire de ma main gauche. À 32 ans, je dois refaire des lignes d'écriture comme un gosse de CP ! Et ensuite, il y a une grosse partie de kiné et d'ergothérapie pour retrouver une mobilité

et de la puissance dans mon bras amputé et pour être à l'aise avec ma prothèse. »

« Nous cherchons à rendre nos patients autonomes pour toutes les activités de la vie quotidienne et faisons le maximum pour les amener au meilleur niveau en fonction de leur

L'hôpital Percy, près de Paris, réunit toutes les spécialités indispensables aux soins d'un blessé en opération.

pathologie, souligne le professeur Lapeyre. Nous les aidons également pour leur projet de réadaptation, en prévoyant l'appareillage nécessaire à leur retour à domicile. Enfin, nous les soutenons aussi pour leur réinsertion professionnelle. »

« On ne nous considère pas comme des patients lambda, commente Stéphane. Ils connaissent nos antécédents, l'histoire de nos vies et ce à quoi nous aspirons. C'est une prise en charge de qualité de la part des équipes médicales et des équipes soignantes. Je me sens bien dans cet hôpital. Quand je pose des questions sur ma convalescence, j'ai des réponses claires et vraiment précises. C'est important aussi. »

Les soins ne s'arrêtent pas aux blessures. Ainsi, des assistantes sociales accompagnent les patients tout au long de leur hospitalisation pour améliorer leurs conditions de vie. Elles peuvent par exemple prendre en charge l'organisation du transport, de l'hébergement et des frais des familles

des blessés et les assister dans leurs démarches administratives. Les cellules d'aide aux blessés des différentes armées soutiennent et complètent leur action.

« À titre d'exemple, nous recevons régulièrement la visite des bénévoles de la Cellule d'aide aux blessés de l'armée de terre (CABAT), comme M. Paternotte. Cet homme âgé de plus de 80 ans, membre de la maison des anciens combattants de la 2^e DB, est quelqu'un de tout à fait exceptionnel. C'est très touchant de se sentir soutenu par un ancien qui a connu des épreuves comme les nôtres, confie Stéphane. Mon avenir ne me fait pas peur. Il y aura très clairement un avant et un après. Mais je suis autonome. La prochaine étape, pour moi, sera sportive. Je compte m'orienter vers le handisport de haut niveau. Il me reste encore plein de choses à vivre ! »

Carine Bobbera

Des cellules pour accompagner les blessés et leur famille

Cellule d'assistance aux blessés de l'armée de terre (CABAT), Cellule d'aide aux blessés et aux malades de la marine (CAB2M), Cellule d'aide aux blessés, malades et familles de l'armée de l'air (CABMF air)... Chaque armée s'est organisée pour être présente à toutes les étapes de l'accompagne-

ment des blessés et malades. La cellule aujourd'hui la plus sollicitée est la CABAT. Elle a pour mission d'aider les militaires de l'armée de terre gravement blessés en service à retrouver leur place dans la société. Elle est ainsi chargée, en liaison avec l'unité du blessé, de son accompagnement

et de son suivi tout au long de sa convalescence jusqu'à sa réinsertion au sein de l'institution militaire ou jusqu'à sa reconversion.

La CABAT apporte une attention particulière aux familles pour faciliter leurs démarches et leur présence auprès des blessés.



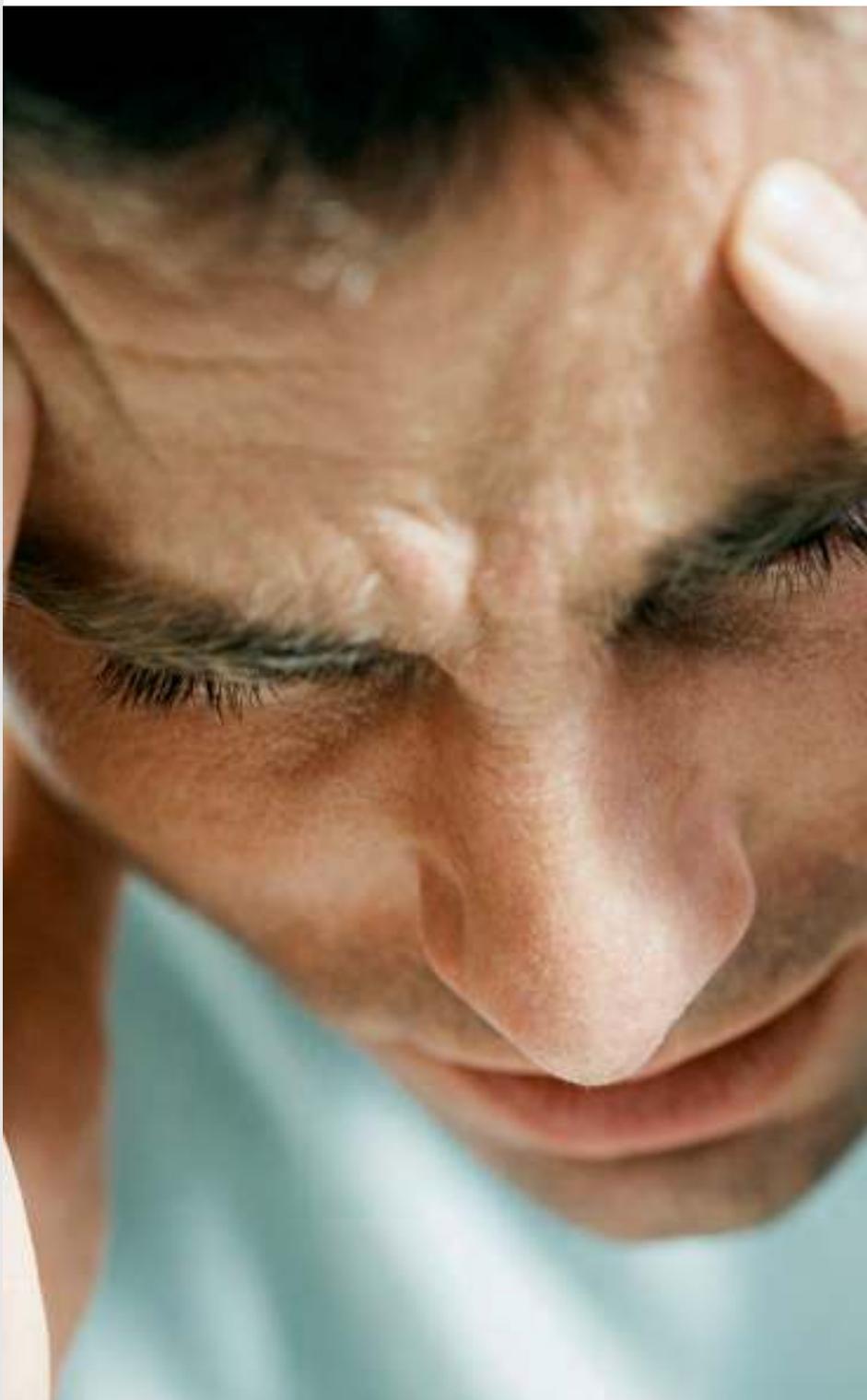
Les troubles dus à un stress aigu peuvent paraître minimes et se déclencher après coup. Ils n'en doivent pas moins être pris au sérieux.

hôpital d'instruction des armées Percy, près de Paris. La majorité des rapatriés sanitaires des théâtres d'opérations sont reçus ici. Spécialisé dans la chirurgie orthopédique et traumatologique, il comporte également un service

de psychiatrie. « Avec le conflit afghan, nos soldats sont confrontés pour la première fois depuis longtemps à une violence de guerre quasi quotidienne. Ces situations de combat répétées génèrent pour certains des désordres psychologiques », explique le médecin en chef Franck de Montleau, chef du service psychiatrie. Sur le théâtre ou après le retour, des soldats peuvent être atteints de pathologies psychotraumatiques. « À la suite de tels événements peuvent survenir des états de souffrance intense, dits états de stress aigus. Ils se manifestent par la reviviscence des scènes traumatiques lors de flashbacks ou de cauchemars, par une altération du sommeil et par une angoisse importante, accompagnée ou non de troubles du comportement. Ils peuvent favoriser l'installation de troubles persistants : les états de stress post-traumatiques. »

Tous ces troubles résultent d'un événement au cours duquel la personne a été confrontée à l'éventualité de sa propre mort ou de celle d'autrui. « Pas plus que le soleil, la mort ne peut se regarder en face, explique le psychiatre militaire François Lebigot. Le traumatisme psychique est de l'ordre de l'indicible. Le trauma pénètre dans la

Prendre en compte



TRAUMA # 2

les blessures invisibles



psyché comme la balle pénètre dans la chair. Tout le monde est exposé, y compris le militaire surentraîné et préparé à ce type de situation.»

Le stress post-traumatique se révèle après une phase de latence, de quelques jours à quelques années. Les symptômes apparaissent fréquemment à l'occasion d'un évènement en rapport plus ou moins direct avec les circonstances du traumatisme. Cauchemars nocturnes ou reviviscences diurnes reproduisent la scène traumatique. S'y associe un vécu de solitude renforcé par un sentiment que l'expérience traversée est incommunicable.

« Nombre de militaires ayant combattu et ramassé sous le feu leurs camarades morts présentent des troubles psychotraumatiques immédiats, pour la plupart d'intensité sévère, avec des évolutions variables, de quelques jours à quelques années, explique le Pr de Montleau. J'ai suivi sur place, puis dans mon service, un jeune homme présentant des signes de souffrance très typiques de ces troubles. Il revivait une scène où il porte le corps sans vie d'un camarade sur son dos pour le mettre à l'abri. »

À l'HIA Percy, il existe une procédure d'évaluation psychique des blessés rapatriés ayant présenté un état de stress aigu. *« Il ne s'agit pas de simples entretiens d'évaluation menés à partir*

de questionnaires, poursuit le Pr de Montleau. Les contenus, beaucoup plus "personnels", vont bien au-delà du parcours militaire. » Les blessés physiques sont suivis par les services de psychiatrie avec une attention particulière. Une prise en charge psychologique est proposée à certains.

L'abord relationnel aide à améliorer le processus de guérison.

« On a cru très très longtemps, que la blessure physique protégeait de la survenue de troubles psychiques. Or, on constate l'inverse ! Près de 80 % des blessés présentent des signes de souffrance psychologique, la plupart du temps dans le registre traumatique. »

Malgré leur gravité potentielle, ces troubles peuvent évoluer favorablement. *« L'abord relationnel, l'importance donnée à la parole dans le travail psychothérapeutique, parfois un appoint médicamenteux aident à l'amélioration et à la guérison. Cependant, soigner le traumatisme est de plus en plus difficile à mesure que le temps passe, rappelle le psychiatre. D'où l'intérêt d'un dépistage précoce. »*

Carine Bobbera

PSY EN OPEX

Les psychiatres du service de santé des armées peuvent être présents à demeure sur les théâtres d'opérations extérieures, comme cela a été le cas, pour la première fois, lors de la guerre du Golfe, ou intervenir immédiatement après des événements dramatiques (Bosnie, Rwanda et Côte d'Ivoire), et comme c'est le cas en Afghanistan. En opex, il agit en

liaison avec les médecins d'unité et le réseau de soutien psychologique, qui comprend notamment les officiers environnement humain (OEH) et les référents section. Il intervient essentiellement sur demande des médecins d'unité, pour prodiguer un soin spécialisé, identifier un trouble ou recommander un suivi particulier.

Peu enclins à se confier, les militaires acceptent davantage de parler des douleurs psychiques. Et d'être suivis.

DR



Matériel et modes opératoires sont perfectibles. L'expérience du terrain est riche d'informations et décisive pour engager leur amélioration.

Trois exemplaires du drone Harfang ont été déployés en Afghanistan en février 2009. Ces aéronefs de 16 mètres d'envergure aux allures de planeurs ont rejoint la base militaire de Bagram, au

nord de Kaboul. Décollant d'une piste d'aviation, ils peuvent capturer des images vidéo pendant une douzaine d'heures, jusqu'à plus de 1 000 kilomètres de la station au sol depuis laquelle ils sont télécommandés.

Au fil de cette année et des 1 700 heures de vol cumulées, l'escadron d'expérimentation drone (EED) a tiré de nombreux enseignements, sur les caractéristiques de ce matériel comme sur ses conditions d'emploi. Ces retours d'expérience, ou retex, sont consignés et transmis au centre de planification et de conduite des opérations de l'EMA. Le processus d'exploitation de ces documents associe l'EMA, la Direction générale de l'armement et l'état-major de l'armée de l'air (EMAA), pour décider des modifications qu'il convient d'apporter au matériel, à sa mise en œuvre ou aux conditions de son emploi.

Outre les changements habituels à apporter à un matériel qui fait ses débuts en opérations, la rapidité avec laquelle le drone Harfang a été mis en service en Afghanistan imposait des réponses particulières. « L'EMA a ordonné un déploiement de six mois, qu'il a décidé de prolonger pour une durée indéterminée », explique le



Aéroport de Bagram, en Afghanistan. Des échantillons radio ont été enregistrés pour pouvoir familiariser la relève avec les procédures et la terminologie des contrôleurs américains.



Harfang : exploiter un

lieutenant-colonel Mazoyer, commandant de l'escadron d'expérimentation drone implanté sur la base aérienne 709 de Cognac. À sa création, l'escadron comptait deux équipes comportant un chef de mission (qui conduit et coordonne la mission en liaison avec les commandements des troupes à terre), un opérateur de vol (qui pilote le drone et manie les capteurs d'images), un interpréteur images (qui analyse en temps réel les images capturées par le drone), ainsi que des techniciens chargés de la maintenance. « Nous alternions deux

mois de théâtre et deux mois en France », indique le commandant de l'escadron. Or, la mission étant prolongée, l'armée de l'air a constitué une troisième équipe pour tenir la cadence de façon durable. Au printemps prochain, une quatrième renforcera l'escadron. « Nous avons signalé les effectifs dont nous avons besoin à notre direction des ressources humaines. Celle-ci a mis en place un plan de recrutement et de formation à moyen et long terme », précise le lieutenant-colonel Bajon-Arnal, du bureau "Plans" de l'EMAA. Un drone arrivera



PHOTOS: A. ROINÉ / ECPAD - C. AMBOISE / SIRPA AIR

de vol. *En outre, nous n'avons pas l'habitude de la terminologie des contrôleurs aériens, qui sont des civils américains. Nous avons donc demandé aux équipes d'enregistrer des échanges radio pour que les prochaines équipes se familiarisent avec les procédures et l'accent américains.* »

Autre retour du terrain significatif : l'expérience a montré qu'en raison du relief afghan particulièrement élevé et escarpé, l'opérateur ne pouvait à la fois piloter le drone, manier les capteurs d'images et assumer les fonctions de chef de mission, comme l'entraînement le prévoyait. C'est donc le coordinateur tactique, officier spécialisé dans le renseignement, qui prépare et conduit les missions.

Sur le plan technologique, seul le terrain permet de s'assurer que le matériel répond aux attentes. *« Le rythme intense des opérations nécessite une maintenance beaucoup plus importante qu'à l'entraînement »*, explique le lieutenant-colonel Mazoyer. Or, le stock initial de pièces détachées répondait aux besoins du premier contrat. Saisi du problème, l'EMA, en coordination avec le bureau Programme de l'armée de l'air et la DGA, a donné le feu vert pour accélérer la production et la livraison de pièces. *« Aujourd'hui, le soutien logistique est maîtrisé »*, conclut le lieutenant-colonel Bajon-Arnal.

Certains retours d'expérience lèvent ainsi des difficultés dont les solutions exigent un temps et des moyens financiers conséquents. *« Ces problèmes peuvent avoir une incidence sur les décisions à prendre concernant d'autres programmes, complète le lieutenant-colonel. Seul l'EMA a une vision globale des besoins de chaque armée et des budgets à attribuer en fonction des priorités qu'il a établies. »*

Entre autres effets tangibles de ce retex, l'escadron recevra prochainement des systèmes de transmission vidéo ROVER (*remote operations video enhanced receiver*), grâce auxquels les troupes au sol visualiseront en temps réel les images d'Harfang. ■

Cynthia Glock

an d'enseignements

L'expérience a montré que l'opérateur ne pouvait à la fois piloter le drone, manier les capteurs d'images et assumer les fonctions de chef de mission.

sur la base de Cognac à l'été pour que le personnel reçoive une formation complète en France. »

La formation de l'escadron s'est enrichie par l'expérience du théâtre, comme les adaptations au contexte local, à commencer par les conditions particulières du contrôle aérien. Pour effectuer les manœuvres d'approche

et de roulage du drone sur la piste d'envol de Bagram, l'opérateur doit en effet suivre les ordres de contrôleurs aériens par liaison radio, comme le fait le pilote d'un avion. *« Bagram est une base d'où décolle un aéronef toutes les trois minutes, c'est-à-dire plus qu'à Roissy ! »*, explique le commandant S., chef opérations de l'EED et opérateur

8 paroles de militaires sur leur

Ils ont passé plusieurs mois loin de leur famille, en Afghanistan, dans l'océan Indien ou ailleurs. Ils parlent de leurs joies ou de leurs appréhensions avant leur retour au foyer, et de ces premiers jours où le temps semble suspendu. Propos recueillis par Yann Brand

Jean-Christophe, capitaine, pilote de chasse sur Mirage 2000-D. Second retour d'Afghanistan après trois mois passés à Kandahar. Marié à Emilie, sans enfants.

Tout le plaisir du retour à la maison est symbolisé par deux moments précis : le premier, c'est lorsqu'Émilie arrive en voiture pour me chercher à la base. Je pose mon regard sur elle pour la première fois depuis trois mois et c'est un moment inoubliable. On a beau regarder des photos quand on est loin, elles ne remplacent pas les petits détails, les expressions du visage. Le second se situe quelques jours après, dans notre salon, lorsque nous discutons, un petit verre à la main, avec en fond une musique tranquille. Je profite du confort sentimental et affectif que nous apporte la cellule familiale. C'est le premier retour à la maison qui a suscité le plus de questions : aura-t-elle changé ? La magie des retrouvailles se produira-t-elle ? J'appréhendais un peu.



J. CARCIOFI / BA 133

ÉMILIE

J'avais peur que ce qu'il a vécu là-bas le change. D'ailleurs, lorsqu'il rentre, il veut tout faire à la maison, trop faire... Il vit encore sur le rythme de la mission. Mais cela ne dure pas. L'avantage de son métier, c'est que son absence resserre les liens. Nous oublions naturellement les problèmes passés. À son retour, c'est comme si nous repartions à zéro.

JEAN-CHRISTOPHE

Nous essayons de profiter du moment du retour le plus possible. L'absence, la mission, me font prendre beaucoup de recul sur les tracas du quotidien. Le pincement au cœur vient quelques semaines après le retour, quand l'inévitable routine reprend le dessus.

Alexis, 19 ans, matelot sur la frégate La Fayette. Premier retour de mission après quatre mois et demi dans l'océan Indien pour l'opération Atalante. Célibataire, vit chez ses parents.

Mon retour s'est déroulé exactement comme je l'avais idéalisé. Ma première joie a été de voir toute ma famille qui m'attendait sur le quai. J'ai pu faire monter mes parents et mes deux frères à bord de la frégate pour qu'ils voient dans quel environnement j'ai travaillé durant tous ces mois en mer. Le bord avait organisé une collation pour les familles. J'étais fier de leur faire visiter le bâtiment. J'avoue aussi que j'avais hâte de rentrer à la maison, poser mes affaires, reprendre contact avec les amis. J'ai distribué tous les cadeaux, leur ai montré tous mes souvenirs et les photos prises en escale. Ma mère m'a préparé un bon repas et j'ai pris le temps de leur raconter mon expérience. Le soir même, j'allais fêter mon retour avec mes amis en discothèque. Ils me posaient beaucoup de questions. Quelles étaient les escales que j'avais effectuées ? Comment était la vie à bord ? Qu'avais-je vu durant la mission ? C'est en leur racontant les moments forts que j'ai réalisé toute l'importance de celle-ci. Je revivais l'action, les mises à l'eau des embarcations légères pour aller contrôler les bateaux suspects ; ou des occasions où j'ai fait l'interprète car je parle le farsi [langue iranienne ndlr]. Alors, j'ai soudain compris que ces quelques mois en mer m'avaient fait mûrir.



PHOTOS : YANN BRAND / DICOD

TEMOIGNAGES

retour de mission

Jérôme, 1^{er} maître à bord de la frégate *La Fayette*. Dixième retour de mission après quatre mois et demi dans l'océan Indien pour l'opération *Atalante*. Divorcé, 3 enfants.

Lors du retour, c'est toute la perception de mon environnement qui est chamboulée. À commencer par les sens. Les premiers jours, j'allume la télévision pour avoir un fond sonore. C'est dur de se retrouver face au silence quand pendant des mois, 24 heures sur 24, nous avons vécu avec les bruits du bateau, des machines, la ventilation, les collègues... C'est pareil avec l'espace. Notre horizon se bornait à 100 mètres de coursives, et maintenant, il faut réapprendre à le gérer pour conduire notre voiture ou notre moto. Les tout premiers jours, les choses élémentaires de la vie quotidienne me semblent nouvelles. Le fait de voir plein de gens dans les magasins m'est vraiment agréable. Faire les courses est un plaisir. J'observe les détails qui ont changé durant mon

absence. Je prends mon temps, je n'ai plus d'impératifs horaires, de repas à prendre à 19h, de quart à relever à 20 h. J'adore mon métier, mais cette liberté totale me fait aussi du bien. Et je me projette à nouveau dans des choses à faire à court et moyen terme. Par exemple, je prends beaucoup de plaisir à regarder les bandes annonces au cinéma. Je programme ce que j'irai voir, j'anticipe ce que je vais faire sur plusieurs jours ou plusieurs semaines, chose impossible dans le quotidien de la mission. J'ai une soif, au retour, de me mettre à niveau par rapport à la vie culturelle ou artistique de la société, de vivre avec mon temps.



Stéphanie et Franck, sergents-chefs, électriciens sur équipements de bord de Mirage 2000-D. Ils ont effectué une mission de deux mois et demi à Kandahar, en Afghanistan. Mariés, ils ont une fille d'un an et demi.

STÉPHANIE

Notre situation est particulière. Tous les six mois, l'un de nous deux part en Opex. Pour que la maison tourne vraiment à trois, j'essaie de ne pas accaparer notre fille. Quand l'un de nous deux s'en va, c'est plus facile pour la petite.

FRANCK

Pour le retour de Stéphanie, j'avais organisé tout le quotidien afin qu'elle profite au maximum de ce moment privilégié en famille. Entre elle et la petite, les retrouvailles ont été excellentes. Je me suis senti soulagé, car j'appréhendais ce premier contact entre elles.

STÉPHANIE

Le regard inquisiteur que les gens portaient, avant mon départ, sur notre choix m'a fait culpabiliser pour mon absence. Le plus dur était de ne pas céder aux caprices de notre fille, alors que je n'avais qu'une envie, c'était de la câliner



pour compenser le manque. Bien entendu, elle s'est engouffrée dans la brèche, et les premiers jours se sont révélés plus complexes à gérer... Mais ça n'a pas duré.

Olivier, capitaine de corvette, commandant du sous-marin nucléaire d'attaque *Émeraude*. Vingtème retour de mission sous-marine après avoir passé trois mois en traque au large de l'Afrique. Marié, 2 enfants.

Chez nous, sous-marinière, la présence des familles sur le quai est extrêmement importante. Lorsque l'on arrive dans la rade et qu'on les aperçoit tout au loin, l'émotion est vive. Je suis content pour mes gars,



autant que pour moi. Les voir au loin est le moment le plus fort du retour. L'image est symbolique, c'est le retour du guerrier au bercail. Il y a ensuite la joie des retrouvailles avec mon épouse. La première chose que je fais en arrivant à la maison, c'est prendre une douche ou un bain qui dure au moins une demi-heure. Compte tenu des conditions d'hygiène en mer, c'est le temps nécessaire pour se sentir à nouveau frais. Ensuite, je retrouve mes deux garçons. Nous jouons au football ou au rugby dans le jardin. On a besoin de ce contact physique, de nous retrouver crottés de boue. C'est la joie qui s'exprime. Et puis il y a le premier soir, où je décomprime complètement. Je suis présent, mais peut-être un peu l'ombre de moi-même. Ça va beaucoup mieux le lendemain. Je vais cuisiner pour la famille, contribuer comme je le peux aux tâches de la maison. Ce qui est particulier pour nous, c'est que nous retournons au travail dès le lendemain. Nous reconditionnons le bateau pour le second équipage. Je ne suis en permission que trois semaines après mon retour.



Luc, adjudant-chef, commandant de bord sur hélicoptère Tigre. Sixième retour de mission après trois mois et demi à Kaboul, en Afghanistan. Marié, 3 enfants.

Les retrouvailles valent tout l'or du monde. Mon fils, âgé de 13 ans, qui a mal vécu mon départ et qui garde les choses pour lui, m'est tombé dans les bras et pleurait d'émotion. Ce genre d'instant, c'est magique. Les jours qui suivent, les questions sur ce que j'ai vécu pleuvent à table. Mon fils veut tout savoir sur l'engagement du Tigre, les filles veulent davantage comprendre quel était mon environnement de travail. Je prends un vrai plaisir à faire des choses simples avec mon épouse, participer aux courses, déjeuner en tête à tête, aller au fast-food avec mes enfants. En somme, retrouver les gestes du quotidien en famille. Je partage complètement ce que l'officier environnement humain (OEH) nous a dit avant de quitter le théâtre : revenir, c'est comme replacer un personnage sur un mobile qui tourne. Il faut le raccrocher délicatement pour que le mobile ne vacille pas, ne bascule pas. Avec la famille, c'est pareil, il faut se refaire une place tout doucement, sans brusquer les habitudes qui ont été prises durant ce temps. D'un point de vue professionnel, le plus dur, au retour, c'est de reprendre le rythme de la vie courante du régiment. À Kaboul, je vivais mon métier à 100 %. Ici, les impératifs administratifs, l'organisation d'exercices et autres activités mobilisent beaucoup d'énergie. Je vole environ 10 heures par mois. En Afghanistan, plus du triple. Au retour, cela me manque.



Sébastien, lieutenant, commandant de bord sur hélicoptère Cougar. Quinzième retour de mission après deux mois à Kaboul, en Afghanistan. Marié, 2 enfants.



Je ne voudrais pas paraître blasé mais, après un nombre de séjours répétés, on rentre dans une certaine routine. Les premiers retours sont de grandes retrouvailles mais, au fur et à mesure, ils deviennent moins romantiques que ceux du début. Mon retour est cependant synonyme d'une période d'adaptation, en particulier lorsque je reviens d'Afghanistan. Le

séjour est somme toute contraignant, en termes de rythme de travail, d'emploi, de stress que procurent les missions et de l'engagement personnel. J'ai besoin de me reposer, de profiter du confort du foyer, de vivre les choses simples qui nous manquent loin de chez nous. Ce qui ne veut pas dire que je me laisse aller. Mon épouse aussi à besoin de dire ouf ! Je la soulage dans les tâches quotidiennes car elle attend aussi mon soutien. Ces efforts pour que les deux puissent souffler sont pour moi primordiaux. La mission ne s'achève pas sur le tarmac de Roissy-Charles De Gaulle ou lorsque l'on embrasse son épouse. Pour moi, elle s'achève le jour où la famille réussit à reprendre un rythme de vie normal. C'est à ce moment-là que l'on peut savoir si le retour d'opération extérieure du militaire est réussi. J'ai un métier passionnant, mais si je peux l'exercer dans de bonnes conditions, c'est avant tout grâce à la famille et à l'attention particulière que je lui consacre à mon retour.

Lionel, maître à bord du sous-marin nucléaire d'attaque Émeraude. Adjoint torpilleur. Troisième retour de longue mission après trois mois et demi de traque au large de l'Afrique de l'Ouest. Marié à Lydia, 2 enfants.

LIONEL

Nous, sous-marinière, n'avons pas de contact avec l'extérieur durant la mission. Nous recevons un mail juste avant d'arriver sur zone, et un autre lorsque nous en sortons. Et encore, celui-ci est expurgé des mauvaises nouvelles par les autorités. Alors, pour que le chemin du retour ne soit pas trop long, nous essayons de ne pas trop penser aux retrouvailles. Je sais qu'elles seront heureuses, cela me suffit.

LYDIA

Moi, c'est différent, je me prépare, j'idéalise, je me languis de voir la tête des filles lorsque leur papa va arriver. Le jour du retour, ce n'est que sur le quai qu'elles réalisent vraiment qu'il revient. Une fois qu'il est là, jusqu'au lendemain, elles ne le lâchent pas d'une semelle.

LIONEL

Les premiers repas sont étranges. Nous nous regardons beaucoup mais nous ne savons pas toujours quoi nous dire. C'est difficile de raconter trois mois de sa vie, enfermé avec 70 hommes à faire quotidiennement la même chose. Tous les jours, j'écrivais ce que je ressentais dans un cahier. À mon retour je le fais lire à Lydia. Elle le lit par bribes et à partir de là, elle réagit, me pose des questions, et tout reprend sa place entre nous.

LYDIA

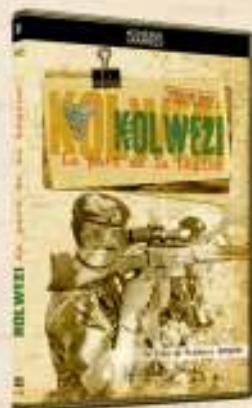
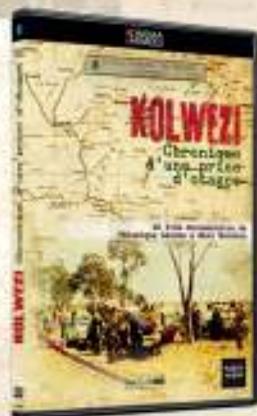
De mon côté, tous les soirs je lui écrivais une longue lettre. Si le bateau fait escale, mon mari en recevait une partie. Les autres lui arrivent souvent après son retour. Elles lui permettent de mieux comprendre aussi comment évolue la petite famille en son absence.



KOLWEZI

La dernière opération aéroportée
de l'armée française

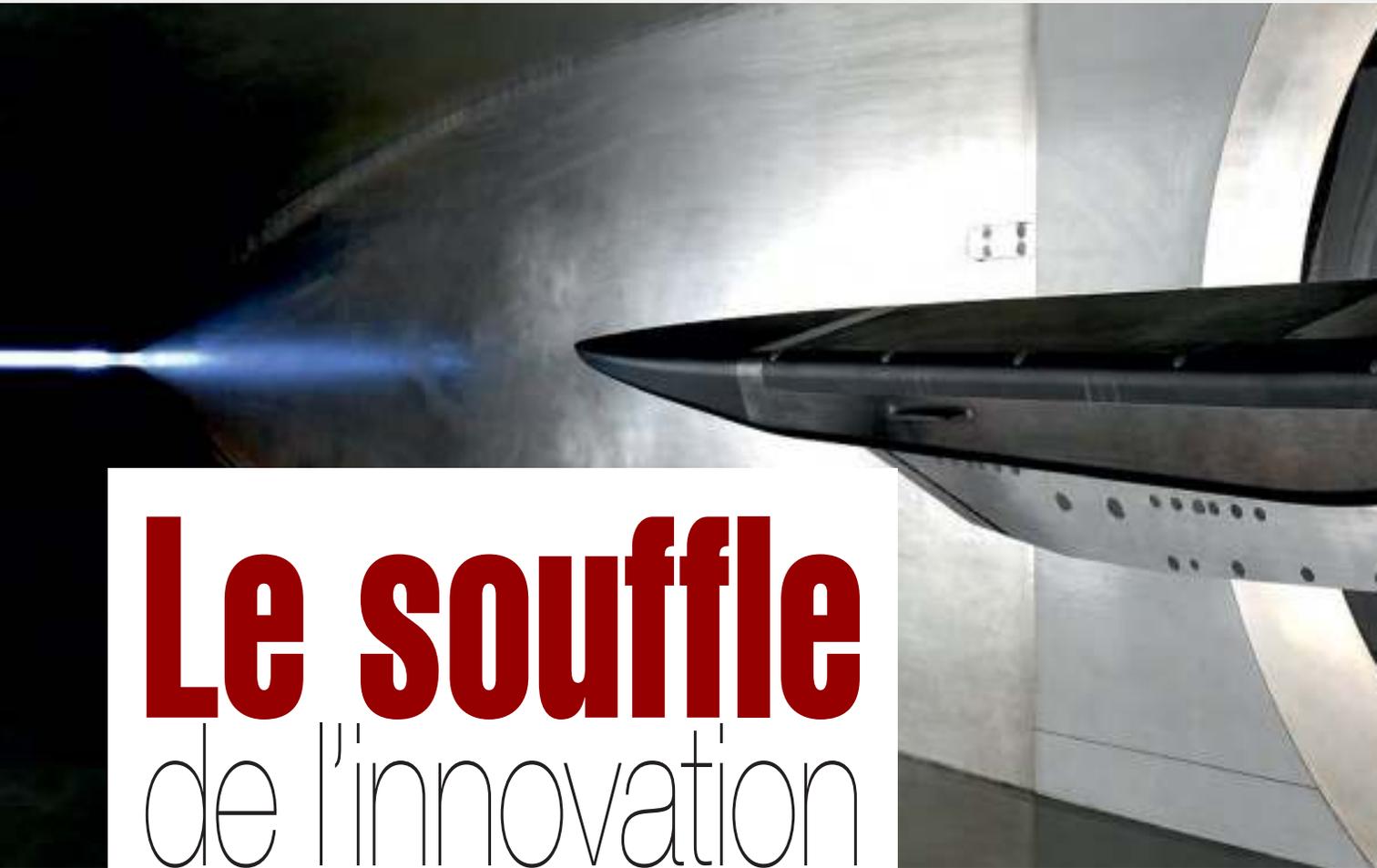
Récit d'une prise d'otages,
les témoins se livrent pour la première fois



Une histoire
authentique et bouleversante en 2 épisodes

Disponibles sur www.boutique.ecpad.fr

ecpa  d
BOUTIQUE



Le souffle de l'innovation

Entre la conception informatique et le premier vol, un avion passe par les souffleries de l'Onera. Ses caractéristiques aérodynamiques y sont testées sur des modèles réduits.

Générer un souffle d'air propulsé à 12 fois la vitesse du son, Eole, le dieu grec du Vent, en a sûrement rêvé. L'Onera, l'Office national d'études et de recherches aérospatiales – organisme sous tutelle de la Direction générale de l'armement –, réalise cette prouesse dans ses souffleries, où sont testées les caractéristiques aérodynamiques d'un avion en cours de conception. Un projet d'étude d'avion (avion, hélicoptère, missile ou engin spatial), est d'abord traité avec l'informatique. Les ingénieurs réalisent une modélisation numérique de leur projet, à laquelle ils font subir les premiers tests. Mais obtenir des données nécessaires au bon fonctionne-

ment en vol leur est pour l'instant impossible. « Les calculs réalisés numériquement nous permettent de trouver les points sensibles sur lesquels il faudra insister au moment des essais sur modèles réduits », explique Patrick Champigny, directeur du département d'aérodynamique appliquée de l'Onera à Meudon. Une seconde étape est donc nécessaire : la construction d'un modèle réduit qui sera ensuite soumis à des tests en soufflerie. Ils permettront, non seulement de valider les résultats obtenus lors des premières études avec l'outil numérique, mais aussi de garantir que sont réunis les paramètres indispensables pour les premiers essais en vol. Dans les immenses souffleries, de puissants ventilateurs géné-

rent du vent. Il est possible d'étudier à loisir, les zones où se produisent des phénomènes aérodynamiques complexes : les points de contact entre l'écoulement d'air et un objet fixe. « Les paramètres de pression, de température ou les contraintes relevés par des capteurs et l'enregistrement par des caméras de l'écoulement de l'air en différents points de la maquette permettent d'analyser son comportement », explique Patrick Wagner, directeur des grands moyens techniques (GMT). Les maquettes – première étape des tests – sont fabriquées par l'Onera dans ses ateliers, dont le principal est situé en périphérie de Lille. « La conception du modèle réduit commence par une discussion avec le client, précise Frédéric Ternoy, responsable du bureau études et réalisations de maquettes, pour préciser ce qui est recherché et déterminer le type d'essai en conséquence pénétration dans l'air, stabilité en



ANTOINE GONIN / ONERA

vol, résistance de la structure aux pressions engendrées par la vitesse, etc. Ces paramètres conditionnent la taille du modèle et le choix de la soufflerie. Il faut compter environ six mois, suivant la complexité de l'engin, pour réaliser une maquette. Avec un coût en proportion : de 150 000 euros à 1 million d'euros ! »

Ondes de choc

De véritables chefs-d'œuvre de haute précision usinés au centième de millimètre sortent de ces ateliers. Trois machines à commandes numériques y façonnent voilures, empennages, dérives, etc. « Nous pouvons aussi réaliser des maquettes motorisées, poursuit Frédéric Ternoy. Et même intervenir à distance pour changer la configuration sans arrêter la soufflerie. » Une fois construite, la maquette est dirigée vers la soufflerie adaptée aux données recherchées. Certaines, dites « continues »

Essai à vitesse supersonique (Mach 5,5) dans la soufflerie S3 de Modane.

la plus imposante (S1), installée à Modane-Avrieux (Savoie), est dédiée aux recherches aérodynamiques. Fonctionnant à l'énergie hydraulique, elle dispose d'une veine d'essai de 8 mètres de diamètre sur 14 mètres de long. Le débit d'air y atteint 10 tonnes/seconde. D'autres souffleries utilisent une méthodologie dite par « rafales ». Une forte compression d'air est créée devant la maquette et une dépression à l'arrière. Les vitesses de l'air varient du subsonique (en dessous de Mach 1) au supersonique (Mach 5,5), mais peuvent frôler l'ypersonique (Mach 12). Les rafales sont de courte durée : de quelques secondes à 15 minutes. Ces souffleries conviennent aux

fonctionnent en circuit fermé (à pression atmosphérique ou pressurisée). Les essais y sont réalisés avec des écoulements d'air à basse vitesse et sur de longues durées.

tests effectués sur des missiles et autres véhicules spatiaux pour modéliser, par exemple, leur rentrée dans l'atmosphère. Les rafales génèrent des ondes de choc sur les parois de la maquette, mettant en évidence les imperfections. Pour mieux visualiser les lignes de frottement sur les parois, les techniciens utilisent des peintures multicolores et recouvrent la maquette d'un enduit coloré appelé « bouillie ». Sous l'effet du frottement de l'air généré par le souffle, ce dernier se dégrade et fait apparaître les défauts de conception.

Les simulations en soufflerie préfigurent les premiers vols d'essais d'un aéronef. Ce fut le cas pour l'avion militaire de transport A400M, qui a réalisé en décembre et janvier derniers ses tout premiers vols. Pesant plus d'une tonne et mesurant environ 3,5 mètres d'envergure, sa maquette a été testée dans la grande soufflerie à Modane. ■

Tania Sotty

Sportifs armés pour la

Pour la délégation française, les JO ont démarré sous des auspices « militaires » puisque le sergent-chef Vincent Defrasne, champion olympique à Turin, a eu le grand honneur de porter son drapeau le jour de l'inauguration. C'est ensuite le caporal Vincent Jay qui a créé la surprise dès les premiers jours en remportant le titre de champion olympique de biathlon au sprint de 10 kilomètres. Auteur d'un sans-faute au tir, cet athlète de 24 ans qui participait pour la première fois aux JO, assure avoir tiré parti des conditions météorologiques, qui lui ont été favorables. À la fin de l'épreuve, le caporal Jay confiait : « Je n'ai jamais skié

comme ça de toute ma vie ! J'avais peut-être un peu moins de pression que les leaders. Les Jeux olympiques res-

tent la course d'un jour, ça prouve que tout peut se passer. » Deux jours plus tard, le caporal Jay's « arrache » dans les derniers kilomètres de la poursuite 12,5 kilomètres et obtient le bronze. Deux médailles en deux courses, une performance exceptionnelle ! Quelques jours plus tard, le chasseur Martin Fourcade fournira une prestation extraordinaire sur le Mass Start, en biathlon. Malgré deux fautes précoces au tir, il réalise une fin de parcours proprement hallucinante et

décroche la deuxième place du podium.

Les filles du biathlon ne sont pas en reste. Emmenées par le sergent-chef Sandrine Bailly, Marie-Laure Brunet, Sylvie Becaert et Marie Dorin remportent l'argent au relais 4x6 kilomètres au terme d'une course effrénée.

Des militaires passionnés qui mettent en avant les vertus communes propres au sport et à la défense : courage, goût de l'effort, rigueur et persévérance.

« Toutes mes idoles étaient dans l'armée. Entrer dans l'institution s'est fait naturellement, explique le chasseur Martin Fourcade. En entraînement, c'est là que je me sens le plus militaire. Je retrouve les mêmes valeurs dans le milieu sportif que dans le milieu militaire ».

Sous-officiers, engagés volontaires de l'armée de terre, tous ces compétiteurs font partie des sportifs de haut niveau de la Défense (SHND). L'EFMS les accueille et leur apporte le soutien financier et logistique nécessaire à la réussite de leur carrière, un esprit d'équipe dans ce sport individuel, des conseils et un soutien moral.

Placée sous l'autorité sportive du commissariat aux sports militaires, l'EFMS est composée d'une vingtaine de compétiteurs, tous sportifs de haut niveau de la Fédération française de ski. S'inscrivant dans la longue tradition du ski militaire français, elle contribue grandement au rayonnement de l'Armée dans cinq disciplines : biathlon, ski de fond, ski alpin, combiné nordique et saut à ski.

Les JO terminés, l'Équipe de France militaire de ski reste sur la brèche, puisqu'ils comptent bien venir en force aux premiers Jeux mondiaux militaires à Aoste, en Italie, du 20 au 25 mars. ■

Carine Bobbera

Sur la centaine d'athlètes tricolores présents aux jeux Olympiques de Vancouver, 21 appartiennent à l'équipe de France militaire de ski. Et se sont octroyé une bonne partie des médailles...

Deux de plus qu'à Turin, il y a quatre ans ! Les onze médailles obtenues par la France à Vancouver aux 21^e jeux Olympiques d'hiver, du 12 au 28 février, constituent un bilan plus que positif. Parmi les 107 athlètes de la délégation tricolore, 21 sont issus de l'équipe de France militaire de ski (EFMS). Ils ont remporté une fois l'or, deux fois l'argent et une fois le bronze, « trustant » une bonne partie des médailles françaises.

Les médaillés de la Défense

En biathlon :

- Le caporal Vincent Jay est champion olympique au sprint de 10 km
- Le chasseur Martin Fourcade a remporté la médaille d'argent au Mass Start 15 km
- Le caporal Vincent Jay a remporté la médaille de bronze à la poursuite de 12,5 km
- Le sergent-chef Sandrine Bailly a remporté la médaille d'argent au relais 4 x 6 km



victoire



PHILIPPE MONTIGNY / AGENCE ZOOM / AFP

ALBERTO PIZZOLI / AFP

Vincent Jay a remporté la première médaille d'or française des JO en s'imposant dans le sprint du biathlon. L'équipe de Sandrine Bailly a, quant à elle, remporté l'argent au relais.

Sainte-Mère-Église : sui

a choisi de faire découvrir l'histoire de son territoire de manière innovante. Onze sites ont été retenus (aujourd'hui seuls dix sont accessibles) qui permettent de comprendre les opérations militaires qui sont intervenues dans la nuit du 5 au 6 juin 1944. L'originalité du concept réside dans l'instrument qui est prêt

riques. « Cet appareil permet de mettre en lumière des lieux qui échappent à une majorité du public » explique Stéphane Cachard, chargé de mission Tourisme de mémoire pour la Communauté de communes de Sainte-Mère-Église. Facile d'utilisation, le boîtier laisse une totale liberté au visiteur. Les plus

américaine sont lâchés sur la ville, parmi eux John Steele. Le parachutiste restera accroché plusieurs heures, au clocher de l'église. C'est son histoire qui est racontée. Puis le visiteur est conduit par le GPS à l'étape suivante: le pont de la Fière. Le mémorial qui s'y trouve est dédié aux troupes aéroportées améri-

Le Musée à ciel ouvert de Sainte-Mère-Église/Utah Beach propose un itinéraire multimédia grâce auquel le visiteur automobiliste peut revivre le Débarquement dans un périmètre de 50 kilomètres autour de la célèbre commune.



« **B**ienvenue à tous et à toutes, vous êtes sur le point de commencer la visite du musée à ciel ouvert Sainte-Mère-Église. » Cette voix, c'est celle du guide multimédia qui vous accompagnera sur les lieux de mémoire liés au débarquement de Normandie. Sur un circuit de 50 kilomètres, la Communauté de communes de Sainte-Mère-Église (Manche),

au visiteur automobiliste : un GPS. Grâce à son écran tactile, ceux-ci pourront non seulement se repérer sur le circuit mais également consulter des diaporamas, des animations multimédia et des commentaires audio rédigés par l'écrivain Gilles Perrault, auteur du *Secret du Jour J*. À ce contenu s'ajoutent des films d'archives et des interviews exclusives de Normands, témoins de ces épisodes histo-

aux lames en acier appelés "criquets", qu'utilisaient les Alliés pour se reconnaître entre eux. À quelques mètres de là, les touristes apercevront un mannequin suspendu à l'église du village. Le diaporama démarre. Nous sommes le 5 juin 1944 au soir, le Général Eisenhower a donné son feu vert, les Alliés débarquent en France. Durant cette fameuse nuit, les hommes de la 82^e division aéroportée



PHOTOS: BRUNO BIASUTTO / DICOD

Prenez le GPS!

caïnes. De nombreux soldats ont trouvé la mort au cours du largage dans les marais alentours ou lors des combats qui ont suivi pour prendre le contrôle du pont. Une photo illustrée du visioguide révèle qu'après la bataille, l'amoncellement de cadavres ne permettait pas de poser le pied par terre.

Une seconde zone de largage apparaît, le village d'Amfreville. C'est le 507^e régiment de la 82^e qui est honoré. Ici, un témoignage de civil normand s'enclenche. L'homme raconte comment de grands pieux de bois, les « asperges de Rommel » avaient été installés pour contrer le parachutage de troupes alliées. ▶

L'église et son parachutiste suspendu. Un parcours de 50 km ludique pour faire connaître les événements de juin 1944.





À chaque étape, le visiteur peut trouver une mine d'informations historiques sur le GPS.



► Autre lieu, autre témoin. Nous voilà à Picauville. Une nouvelle fois, un témoin normand prend la parole et décrit la construction d'un aérodrome américain « *Ils sont venus entre le 15 et le 20 juin... Les bulldozers, il fallait voir la puissance qu'ils avaient !* ». Une véritable prouesse technique que la 9^e Air Force a réalisé en à peine un mois.

L'itinéraire se poursuit à "Chef-du-Pont." Le 508^e va essayer à de nombreuses reprises de prendre ce pont. Et c'est finalement grâce aux munitions larguées par les avions C-47 et à un renfort de 150 hommes que les Américains arriveront à leurs fins.

L'étape suivante rappelle aux visiteurs qu'aux côtés de la 82^e Airborne, il y avait aussi la 101^e. À Sainte-Marie-du-Mont, les Aigles Hurlants du général Taylor n'ont pas eu le droit à

l'erreur. « *Leur rôle est décisif, s'ils échouent, le débarquement à Utah Beach tournera au désastre* », assène le commentaire audio. Au final, les troupes américaines accompliront leur mis-

Des témoignages audio de témoins de l'époque viennent jalonner le parcours.

sion. Et le 11 juin 1944, la première messe de la Libération sera célébrée dans ce village. Le GPS indique enfin, la direction de la plage. C'est à Utah Beach que la bataille fut gagnée. Le 6 juin 1944, à 6h30, le 8^e Régiment de la 4^e Division d'infanterie américaine du général Barton, épaulé par des chars

amphibies, débarque devant les dunes de la Madeleine. Les premières vagues d'assaut déferlent à 2 km de l'endroit prévu. Une erreur salubre, car à cet endroit la défense allemande offre peu de résistance.

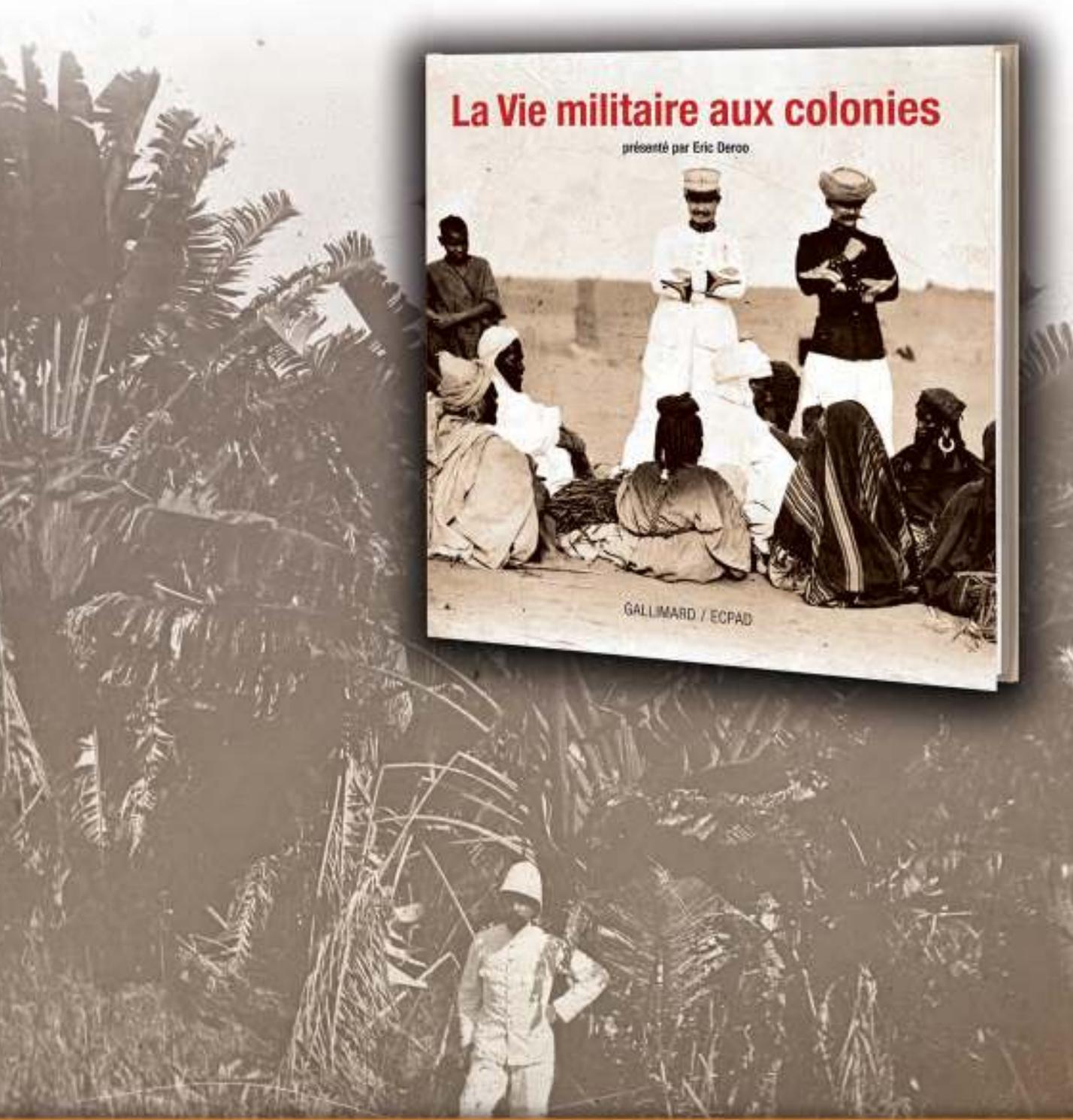
Retour au véhicule. Le guide multimédia annonce Saint-Martin-de-Varreville. L'autre partie du secteur d'Utah Beach a vu la 2^e Division blindée retrouver le sol national le 1^{er} août 1944. Après des années de résistance, le général Leclerc va pouvoir honorer le serment de Koufra fait en Libye en 1943. « *Ne déposer les armes qu'une fois le drapeau tricolore flottant sur la cathédrale de Strasbourg* ». La division libérera Paris puis Strasbourg et achèvera son périple au nid d'aigle d'Hitler à Berchtesgaden. Dernière arrêt: Foucarville. Difficile d'imaginer qu'à cet

endroit l'armée américaine érigea un gigantesque camp de prisonniers allemands. Ce qui ne devait être qu'un camp de transit devint un camp permanent pouvant accueillir 60 000 personnes. Chapelle, piscine, salles de cinéma, stades et 45 km de voie ferrée, une ville était née. Inauguré lors du 65^e anniversaire du débarquement de Normandie, le Musée à ciel ouvert fêtera bientôt ses un an et déjà de nouveaux projets fleurissent. Le visioguide se veut être un outil évolutif. Des heures d'archives et de témoignages sont encore inexploitées. De nouveaux circuits pourraient être proposés avec encore plus d'histoires d'hommes. ■

Samantha Lille

Informations

Location du GPS à l'office du tourisme communautaire (6, rue Eisenhower, 50480 Sainte-Mère-Église) : 8 euros par appareil + 250 euros de caution. Ouvert du 1^{er} octobre au 31 mars : du lundi au vendredi de 9 h à 12 h 30 et de 13 h à 16 h. Du 1^{er} avril au 30 septembre : du lundi au samedi de 9 h à 13 h et de 14 h à 18 h. Dimanche et jours fériés de 14 h à 18 h.



La Vie militaire aux colonies

présenté par Eric Deroo

GALLIMARD / ECPAD

Disponible sur www.boutique.ecpad.fr





ECPAD

Soldats du 6^e Bataillon de parachutistes coloniaux avant leur largage sur Diên Biên Phu (Indochine).

Le 13 mars 1954, le camp retranché de Diên Biên Phu, au Tonkin (Nord-Ouest du Viêtnam), est attaqué par les troupes Viêt-minh du général Vo Nguyen Giap. Cette bataille va durer 57 jours et sera une suite ininterrompue et sanglante d'offensives et de contre-offensives. Malgré la combativité des forces françaises et les renforts aéroportés, le camp tombe le 7 mai. Le 21 juillet de la même année, les accords de Genève sont ratifiés entre la France et la République démocratique du Viêtnam et marquent la fin de la première guerre d'Indochine.

Troupes légères :

des barbares aux hussards

Harcèlement, reconnaissance... Les troupes légères ont un rôle tactique que ne peuvent jouer les troupes régulières. Venues d'Europe orientale, elles ont longtemps exercé terreur et fascination.

Dans l'Antiquité gréco-romaine, l'armée était composée de citoyens dont le statut entraînait *ipso facto* celui de soldat. Mais ces soldats-là ne possédaient pas les compétences tactiques nécessaires à l'accomplissement de certaines missions ne relevant pas de la bataille classique : harcèlement, coups de main, reconnaissance. Pour cela, il était nécessaire de faire appel à des étrangers vivant le plus souvent dans des régions marginales où ils avaient pu acquérir de tels savoir-faire : forêts, montagnes, etc. En outre, n'ayant pas à combattre dans les formations régulières, ils n'étaient pas équipés des lourdes protections, ni des lourdes armes de ceux destinés à être plongés au cœur de la mêlée. Du même coup, ces hommes ne pouvaient bénéficier ni du statut de citoyen, ni de celui de véritable soldat. Ils étaient considérés davantage comme des « hommes sauvages », des barbares semblables aux animaux qu'ils chassaient, que comme des guerriers respectables issus de la communauté politique de la Cité.

Après plusieurs siècles d'éclipse, ces troupes légères refirent leur apparition en Occident durant l'époque moderne (du ^{xvi}^e au ^{xviii}^e siècle). Lors de ces campagnes

s'étalant toujours plus dans le temps et l'espace, un besoin croissant d'opérations de reconnaissance et de harcèlement se fit sentir. Il ne concerna d'abord que les cavaliers : estradiots, pandours, hussards, cosaques, etc., le plus souvent originaires

d'Europe orientale ou balkanique, étrangers à double titre, là encore, puisque ne pratiquant pas la guerre réglée à l'occidentale. Plus tard apparut une infanterie

légère, destinée principalement au harcèlement sur le champ de bataille, tâche hors de portée de l'infanterie de ligne qui, comme son nom l'indique, restait cantonnée au combat classique, massif et linéaire.



D. VIOLA / ZDICO

LAURENT HENNINGER
chargé d'études à l'Institut de recherches
stratégiques de l'École militaire (IRSEM).

Ces troupes légères possédaient des cultures tactiques bien particulières, situées hors des règles selon lesquelles fonctionnaient les troupes régulières. Le recrutement était, lui aussi, particulier, puisqu'il faisait appel à ces hommes venus des marges de l'Europe. Les origines culturelles distinctes de ces troupes, s'ajoutant à des fonctions tactiques propres, eurent tôt fait de produire des cultures d'unités tout aussi spécifiques. Lesquelles ne tardèrent pas à produire des « représentations », positives ou négatives, qui enveloppèrent ces unités d'une aura de terreur, mais aussi d'exotisme, donc de fascination, et ce, jusque dans les populations civiles.

Traditions « exotiques »

Les hussards avaient ainsi, tout à la fois, la réputation d'être des sauvages assoiffés de sang, des guerriers détachés des contraintes de l'autorité militaire, mais aussi de joyeux lurons, buveurs, pillards et trousseurs de jupons. Si le recrutement à l'étranger disparut au ^{xviii}^e siècle, les traditions « exotiques », elles, resteront. Elles ne correspondaient plus à une réalité, mais reposaient sur des fonctions tactiques privilégiant l'agressivité et l'esprit d'initiative. Ce qui n'alla pas sans poser quelques problèmes avec les dirigeants militaires, littéralement déchirés entre un impératif opérationnel et un sentiment fait d'un mélange de crainte de cette liberté et d'incapacité à véritablement penser toute la richesse de leurs rôles tactiques. Il fallut ainsi près de trois siècles pour que les troupes légères soient pleinement intégrées dans les communautés militaires nationales. Au ^{xx}^e siècle, le même processus allait se reproduire avec la création des corps-francs, durant la première guerre mondiale. Ils donneront plus tard naissance à ce que nous nomons aujourd'hui les forces spéciales. ■

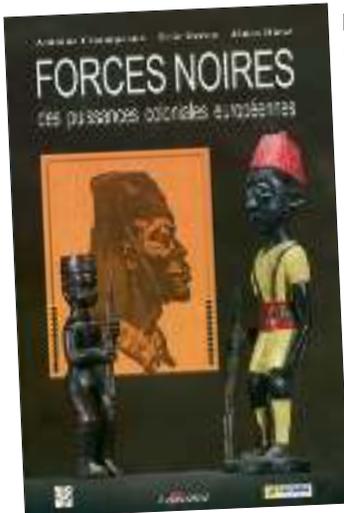
FORCES NOIRES DES PUISSANCES COLONIALES EUROPEENNES

Sous le patronage d'Abdoulaye Wade, président de la République sénégalaise, et en partenariat avec le conseil régional de Lorraine, un colloque international sur le rôle des « forces noires » dans les armées européennes a été organisé à Metz, les 24 et 25 janvier 2008. Le

présent ouvrage reprend l'intégralité des actes de ce colloque, au cours duquel une vingtaine de spécialistes ont commenté les différentes politiques d'entraînement des soldats noirs depuis la création, en 1857, de la toute première unité de

tirailleurs sénégalais. Les derniers chapitres abordent des thèmes très actuels, comme le problème des pensions ou les politiques du souvenir en France et en Afrique.

Antoine Champeaux, Éric Deroo, Janos Riesz, éd. Lavalzelle, 346 p., 27 €



MÉMOIRE DES PARACHUTISTES SAS

Durant la seconde guerre mondiale, les parachutistes SAS (Special Air Service) des Forces françaises libres furent engagés, aux côtés de leurs camarades d'armes britanniques, dans de nombreux coups de mains périlleux. Les éditions Atlanté leur consacrent un album où sont évoqués tous les épisodes de leur histoire, depuis leur entraînement en Angleterre et leurs premières missions de sabotage en France occupée jusqu'à leur rôle décisif dans la libération de la Hollande.

Raymond Forgeat, Alain Bétry, Atlanté Éditions, 64 p., 11 €

RAPPORTS DE LA 45^e SESSION NATIONALE DU CHEAr

Le Centre des hautes études de l'armement (CHEAr) publie les rapports des huit comités de sa 45^e session nationale. Parmi les thèmes abordés, citons les questions suivantes : comment concilier développement durable et technologie militaire ? Quel est l'avenir de la simulation pour l'entraînement des forces ? Quelles mesures l'Europe doit-elle adopter pour sécuriser ses approvisionnements stratégiques ? Ces différents rapports seront également consultables sur le site Internet de l'IHEDN, avec lequel le CHEAr a fusionné depuis le 1^{er} janvier 2010.

Les Cahiers du CHEAr, 2 tomes, 552 p., www.chear.defense.gouv.fr



LE GÉNÉRAL ALPHONSE GEORGES, Un destin inachevé



Le nom du général Georges est l'un des plus cités, avec celui du général Gamelin, dans les travaux historiques sur la défaite de 1940. Mais que sait-on au juste de cet officier qui commandait les forces armées à la veille du désastre ? Grâce aux descendants du général, l'historien Max Schiavon a pu prendre connaissance des archives privées de la famille Georges. Il publie aujourd'hui le

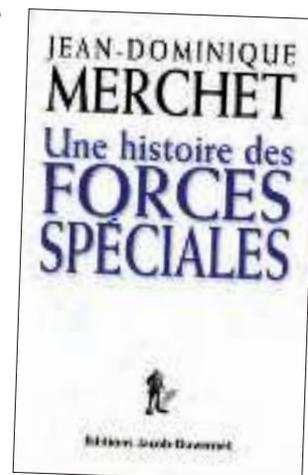
résultat de ses recherches : une biographie monumentale riche en révélations, non seulement sur la défaite de juin 1940, mais aussi sur la conquête du Maroc, l'occupation de la Ruhr en 1923 ou la guerre du Rif. Un éclairage nouveau sur un demi-siècle d'histoire diplomatique et militaire.

Max Schiavon, éd. Anovi, 610 p., 28 €

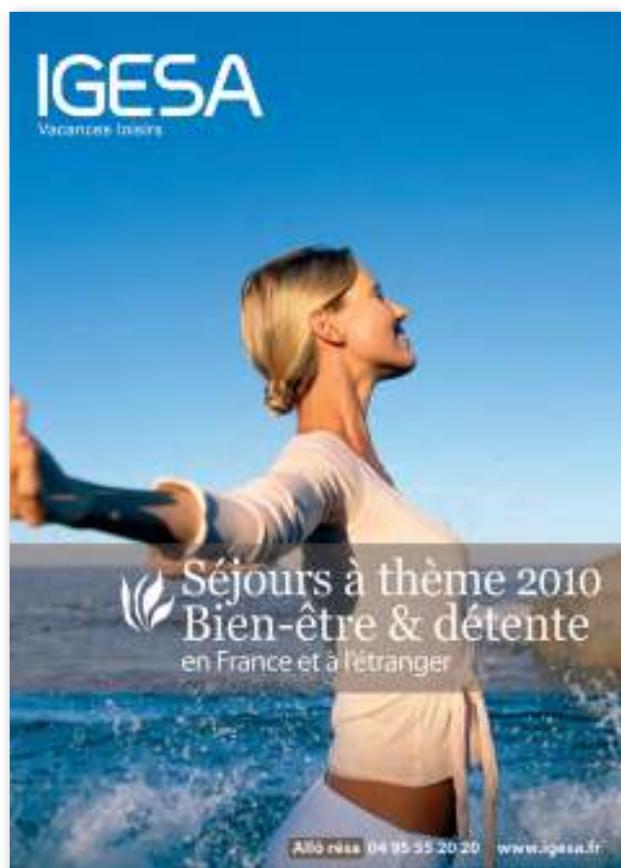
UNE HISTOIRE DES FORCES SPÉCIALES

Jean-Dominique Merchet, journaliste à *Libération*, publie le résultat d'une longue enquête sur les forces spéciales, ces unités militaires très médiatisées mais dont les structures, les modes d'action et bon nombre d'exploits demeurent souvent méconnus. Pourquoi et dans quels contextes ont-elles été créées ? Quels types de missions échoient au commando Hubert, au 13^e RDP ou à l'escadron Poitou, pour ne citer qu'eux ? Quels sont leurs liens avec les unités étrangères du même type ? À partir de nombreux récits d'opérations, de portraits ou d'entretiens, l'auteur répond sans tabou à toutes ces questions, en évoquant aussi bien la chasse aux criminels de guerre en Bosnie que les récentes actions du Commandement des opérations spéciales (COS) en Afrique.

J.-D. Merchet, éd. Jacob-Duvernet, 263 p., 20 €



Détente, sport et nature,
en France ou à l'étranger...
Nos séjours à thème répondent
à chacune de vos envies !



Choisissez la formule idéale dans les guides
«Bien-être et détente» ou «Découverte et rando».

A consulter sur

www.igesa.fr



4,25%*

Avec le Plan ÉPARMIL, votre épargne fait des petits...

Constance

Prudence

Prosper !

AGPM Vie - Société d'assurance mutuelle à cotisations fixes régie par le Code des assurances SIRET 330 220 419 00015 APE 6512Z
Rue Nicolas Appert 63086 TOULON CEDEX 9 - Crédit-photo : Getty images - MAXIMA - VIPEP A10C021 - Armées d'aujourd'hui
**32 22 depuis la France métropolitaine (appel gratuit) et le + 33 4 94 61 57 depuis l'étranger (Drom, Pom inclus)

...qui n'ont pas
fini de grandir !

4,25%*

le Plan ÉPARMIL ASSURANCE VIE EN EUROS

Contactez votre conseiller habituel,
appelez le 32 22** ou visitez agpm.fr



Le Revenu

*Taux de rendement net 2009 avant prélèvement des contributions sociales.

Pour vous, on s'engage jusqu'au bout

